

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 18 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°106 ■

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DU CITOYEN

Une priorité pour le Président Tebboune

S'il est un sujet que le président de la République, Abdelmajid Tebboune ne cesse de marteler, c'est celui de la qualité de vie pour laquelle le Chef de l'Etat est toujours engagé à l'améliorer. Dès son intronisation, le Président Tebboune a mis un point d'honneur à respecter cet engagement qui était l'un des 54 points de sa campagne électorale. A chaque Conseil de ministres, le Chef de l'Etat rappelle que la primauté de l'Etat et l'amélioration du niveau de vie du citoyen et protection de son pouvoir d'achat.

P 3



Pétrole

Le Brent à moins de 86 dollars

P2

Prise en charge des préoccupations des professionnels de la Pêche

Organisation prochaine d'ateliers thématiques

P3

BCE

«L'heure n'est pas à la baisse des taux»

P 11

Gaz

L'Algérie deuxième fournisseur de l'Europe

Des données récentes ont révélé que les exportations de gaz algérien dépassaient les 100 millions m³ / jour, vers l'Europe via gazoduc. Un chiffre soutenu par la demande italienne d'approvisionnement énergétique.

P2

Dessalement de l'eau de mer

Une option qui s'impose

Face aux changements climatiques et à la faible pluviométrie, l'Algérie n'a d'autre choix que de s'orienter vers le dessalement de l'eau de mer. En effet, le stress hydrique que connaît notre pays ces dernières années, suite notamment aux changements climatiques, a obligé les pouvoirs publics de revoir la stratégie nationale basée auparavant sur les eaux superficielles.

P 4

Exploitation et valorisation des mines

Des usines de transformations bientôt en service

L'Algérie veut réduire sa facture d'importations en matière de minerais. Actuellement, quelque un milliard de dollars est consacré annuellement pour répondre aux besoins nationaux. Cette facture est appelée à augmenter davantage pour atteindre les 2 milliards de dollars en 2025, a fait savoir le Président-directeur général du groupe Manadjim El Djazaïr (Manal), Mohamed Sakhr Harami.

P 5

CPA/Finance islamique
De nouveaux produits destinés à l'investissement

P 16

GAZ

L'Algérie deuxième fournisseur de l'Europe

Des données récentes ont révélé que les exportations de gaz algérien dépassaient les 100 millions m³ / jour, vers l'Europe via gazoduc. Un chiffre soutenu par la demande italienne d'approvisionnement énergétique.

Par Slimane T

Selon le site spécialisé, «Taka», citant Wael Abdelmoati, expert des industries gazières à l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), les exportations de gaz algérien dépassent les exportations de trois (3) grands pays, la Russie, l'Azerbaïdjan et la Libye. Dans cette liste, l'Algérie est précédée par la Norvège, selon les mêmes sources. La Norvège exporte environ 257 millions m³ / jour vers l'Europe. Le pays nordique est suivi par l'Algérie avec 102 millions m³ / jour. Elle est talonnée par la Russie 64 millions m³ / jour, loin devant l'Azerbaïdjan (22 millions m³ / jour), et la Libye avec 7 millions m³ / jour. Au total, les quantités de gaz exportées par gazoduc vers les pays de l'Union européenne se sont élevées à environ 452 millions m³ / jour, selon les données publiées par l'expert de l'OPAEP sur son compte twitter. Fin 2022, les revenus du gaz algérien vers les pays européens ont augmenté d'environ 82%, suite au conflit russo-ukrainien en particulier, et de l'énergie en général.

Il est à noter que les exportations de gaz algérien ont représenté au cours de l'année écoulée 2022 environ 5% des importations européennes totales, un chiffre inférieur à celui enregistré en 2021, qui s'élevait à 9%, alors que les attentes indiquent la possibilité de réaliser un bond important au cours de l'actuelle année 2023. Les exportations de gaz algérien vers l'Europe ont permis de générer des revenus de 20 milliards de dollars en 2022, contre 11 milliards de dollars en 2021, au moment où l'Europe a importé environ 390 milliards de dollars de gaz.

L'Algérie espère porter ses exportations de gaz naturel à 100 milliards de mètres cubes (m³) en 2023, contre 50 milliards de m³ en 2022, avait annoncé le président Abdelmadjid Tebboune.

« Nous produisons actuellement près de 102 milliards de m³ de gaz, dont la moitié est consommée localement. J'espère qu'en 2023, nous atteindrons une production de 100 milliards de m³ de gaz destinée exclusivement à l'exportation », avait déclaré le chef de l'Etat. Les nouvelles

UN GROUPE DE TRAVAIL INSTALLÉ PAR LE MINISTRE DE L'ENERGIE

Une feuille de route pour la médecine nucléaire

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a procédé, avant-hier dimanche à Alger, à l'installation d'un groupe de travail multisectoriel chargé d'élaborer la feuille de route en vue d'orienter les investissements dans les techniques et applications nucléaires vers l'usage médical, a indiqué un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence des

membres du groupe de travail, de représentants des secteurs de l'Energie et des Mines, de la Santé, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA), précise le communiqué.

"Le groupe de travail est chargé, à partir d'aujourd'hui, d'élaborer et de présenter un plan d'action concret permettant un usage plus large, plus sécurisé et plus efficace des

techniques et applications nucléaires en matière de lutte contre le cancer, mais aussi en radiothérapie et médecine nucléaire", selon la même source.

Le ministère rappelle également qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune données lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée dimanche le 5 février dernier, les ministres de l'Energie et

des Mines, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont tenu, le 26 février au siège du COMENA, une réunion de coordination en vue d'accélérer le développement des applications nucléaires dans le domaine de la santé, ainsi que les usages des techniques d'énergie nucléaire dans la lutte contre le cancer, la radiothérapie et la médecine nucléaire. RE

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un outil permettant la détection et la prévention des maladies

Les participants à un séminaire national sur l'Intelligence artificielle (IA) ouvert dimanche à l'université Frères Mentouri Constantine-1 ont mis l'accent sur l'importance de ce domaine "complexe et surtout en constante évolution dans la détection et la prévention des maladies".

L'intelligence artificielle en médecine a donné ses preuves s'agissant de la détection et la prévention des maladies, d'où l'importance, ont souligné les participants au séminaire, "d'adhérer à ce domaine et perfectionner les connaissances et les compétences en la matière au service de la santé".

Dans ce cadre, la professeure Nadia Yekhlief, vice-recteur de l'université Frères Mentouri a indiqué que "l'Algérie qui fait ses débuts dans ce domaine complexe œuvre, à travers les centres de recherches et en collaboration avec le personnel de la santé, à développer ce domaine pour mieux diagnostiquer, mieux soigner et mieux anticiper les risques au service de la santé publique".

Mettant l'accent sur l'importance de l'IA dans la réduction des coûts des soins, la Pr. Yekhlief a indiqué que cette technologie de pointe en matière de santé "aide à traiter les cas médicaux rares ou complexes et donne également aux professionnels de la santé d'importantes informations contribuant à améliorer efficacement les résultats en matière de santé et de ressenti des patients".

Considérant que l'IA est au "cœur de la médecine du futur", Pr. Yekhlief a mis l'accent sur l'importante maîtrise des données big data (données massives), "un des éléments clés sur lesquels s'appuie l'intelligence artificielle qui a donné ses preuves dans la détection des cas de cancer 4 ans avant leur apparition dans le corps humains (selon des informations scientifiques et médicales recueillies à l'échelle mondiale)".

L'intelligence artificielle, a ajouté la praticienne, "permet d'améliorer la qualité des soins et contribue positivement au perfectionnement des pratiques médicales au travers l'accélération de la cadence de la recherche et l'assistance mise à la disposition des cliniciens pour mieux décider".

L'impact de l'IA dans le domaine de la fabrication du médicament (détection des plantes essentielles et efficaces entrant dans les composants des médicaments) a été également souligné au cours du séminaire devant se poursuivre jusqu'à mardi et auquel prennent part des chercheurs, scientifiques, médecins et étudiants.

Le séminaire, placé sous le slogan "IA pour la conception de médicaments et le diagnostic médical" est organisé à l'initiative de l'université Frères Mentouri et le Centre de recherche en sciences pharmaceutiques de Constantine à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir (Youm El Ilm).

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji ZahirSiège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri AlgerSiège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09Impression
Centre : SJADistribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DU CITOYEN

Une priorité pour le Président Tebboune

S'il est un sujet que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune ne cesse de marteler, c'est celui de la qualité de vie pour laquelle le Chef de l'Etat est toujours engagé à l'améliorer.

Par Reda Hadi

Des son intronisation, le Président Tebboune a mis un point d'honneur à respecter cet engagement qui était l'un des 54 points de sa campagne électorale. A chaque Conseil de ministres, le Chef de l'Etat rappelle que la primauté de l'Etat et l'amélioration du niveau de vie du citoyen et protection de son pouvoir d'achat. De ce fait, l'Algérie est le premier pays arabe à avoir octroyé une allocation chômage revalorisée à 15 000 DA. Les conditions de vie passent surtout par l'augmentation des salaires. A ce sujet, une série de mesures a été prise pour augmenter les salaires des fonctionnaires de l'Etat, tous corps confondus. Même les retraités ont vu leurs pensions majorées. Sans oublier la réduction de l'impôt sur les salaires.

Des sources bien informées assurent, que pour le Président, de bonnes conditions de vie passent aussi par l'amélioration du quoti-

dien, comme l'accès à l'eau, l'électricité, les routes. Pour cela, un programme spécial zones d'ombre a été élaboré, pour que tous les citoyens vivent sur le même point d'égalité. Les mêmes sources confirment que dans l'esprit du Président, l'Algérie appartient à ses enfants et que tous doivent vivre dans les meilleures conditions possibles.

Et ces conditions sont sans cesse améliorées, par une lutte implacable contre les spéculateurs. Des lois ont été votées par le corps législatif sous l'impulsion du président pour arrêter sinon freiner ce fléau.

En dépit de cela, le Président ne cesse de répéter que rien n'est suffisant pour améliorer le quotidien des algériens. L'agriculture figure aussi parmi les meures édictées pour aider tout jeune entrepreneur agricole porteur d'un projet. Et cela passe par l'acquisition de terres arables, exonération d'impôts sur une période, ainsi qu'un prêt sans intérêt. Et ceci dans le but avoué pour arriver à une sécurité alimentaire confirmée. L'accès à l'eau sera aussi faciliter par

les stations de dessalement d'eau de mer, dans les régions côtières. De plus, pour améliorer ces conditions de vie, il faut une économie forte, indépendante des énergies fossiles.

Pour cela et afin de tendre vers le plein emploi, le climat des affaires a été assaini et des mesures ont été prises pour un Dinar fort et le plus stable possible. Notre économie se porte bien, et les avantages proposés sont si attractifs, que les investisseurs ne manquent pas. Et cela est d'autant plus vrai que le BRICS, se dit prêt à accueillir l'Algérie en son sein. Est-ce pour autant que le but est atteint ? Pour le Président Tebboune si le meilleur est à venir, il reste beaucoup à faire aussi. C'est dans cette optique que le dernier conseil des ministres a été consacré à la révision des pensions de retraite, à des exposés conjoints entre des secteurs ministériels sur la police de l'urbanisme, le dessalement de l'eau de mer et la réalisation de la cité médiatique, ainsi qu'à deux exposés relatifs au sport dans les écoles primaires et aux préparatifs du Hajj 2023.

CONSEIL DES MINISTRES

Vers la création de la police de l'urbanisme

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, au cours de laquelle a été abordée la création de la police de l'urbanisme.

Selon un communiqué de la Présidence de la République, le président Tebboune a affirmé que « la police de l'urbanisme était un impératif face au désordre que connaît le domaine de l'urbanisme et en l'absence de surveillance et de suivi, notamment en matière de détournement des terres domaniales. »

Il a instruit « la mise en place d'une commission paritaire, en urgence, entre le secteur de l'Intérieur et celui de l'Habitat et de l'urbanisme, afin de parvenir à une mouture finale d'une loi régissant le fonctionnement et les missions de la police de l'urbanisme. »

« La police de l'urbanisme aura principalement comme tâches, dans le cadre de la loi, le contrôle rigoureux des documents, des pièces et de leur conformité, aussi bien pour les nouvelles constructions dans les quartiers des communes, que pour les extensions urbaines », a-t-il indiqué.

« La police de l'urbanisme doit être placée sous tutelle ministérielle, et ses membres doivent avoir la possibilité d'être assistés par la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) et la Gendarmerie nationale », a-t-il ajouté.

AUGMENTATION DE L'ALLOCATION DE SOLIDARITÉ

Poursuivre la politique sociale de l'Etat

La décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'augmenter l'allocation de solidarité, traduit sur le terrain sa ferme conviction de poursuivre la politique sociale de l'Etat en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen et consolider davantage le socle de l'Algérie nouvelle.

Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le président de la République « a décidé, dans un premier temps, de porter l'allocation de solidarité à 12.000 DA pour ceux qui percevoient 10.000 DA et à 7.000 DA pour ceux qui percevoient actuellement 3.000 DA », a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, relevant que « cette revalorisation touchera près d'un million de bénéficiaires ».

Il est à noter que le Conseil des ministres a également approuvé la modification de la loi relative à la retraite pour l'adapter aux augmentations exceptionnelles des allocations et pensions, décidées par le président de la République en janvier 2023, « réitérant son engagement à poursuivre la stratégie d'amélioration du niveau de vie

des citoyens, dont les retraités, une catégorie qui a beaucoup donné à l'Algérie au cours des années de service et qui mérite gratitude et valorisation ».

A cet égard, les dernières mesures prises en faveur des travailleurs et des catégories sociales défavorisées sont de nature à renforcer ces acquis.

Il s'agit de la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, l'institution d'une allocation chômage, auxquelles s'ajoutent d'autres mesures visant à stabiliser les prix de produits de large consommation.

C'est ainsi que le président de la République avait déjà ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres de février dernier, d'aligner la grille des salaires d'abord sur le pouvoir d'achat, puis sur le soutien continu destiné aux catégories socialement vulnérables, en tenant compte de la valeur du travail et du développement de la production en tant que principales références pour la revalorisation des salaires.

Le Président Tebboune avait, en outre ordonné de revoir à la hausse l'allocation chômage qui est

passée de 13.000 DA à 15.000 DA, l'Etat devant assumer les charges de la couverture sanitaire des chômeurs pour les bénéficiaires de cette allocation.

Ces mesures ont porté aussi sur l'augmentation du seuil minimum de la pension de retraite à 15.000 DA pour ceux qui percevaient une pension inférieure à 10.000 DA et à 20.000 DA pour ceux qui percevaient une pension de 15.000 DA afin de l'harmoniser avec le seuil minimum des salaires qui a, lui aussi, augmenté de 18.000 DA à 20.000 DA depuis 2021.

Dans le même sillage, le président Tebboune avait ordonné en janvier dernier de poursuivre la valorisation des salaires qui seront ainsi augmentés, au cours de 2023-2024, entre 4.500 DA/an et 8.500 DA/an selon les catégories, soit des augmentations au cours des années 2022, 2023 et 2024 atteignant 47%.

Dans ce sens, il avait affirmé, lors de sa dernière entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale en février dernier, que la décision de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024, et l'augmentation

des pensions de retraites ainsi que la réduction des impôts sur le revenu, étaient des « décisions inédites et exceptionnelles » visant principalement l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

Le Président Tebboune avait tenu à rappeler qu'aucune augmentation de salaire n'a été enregistrée en Algérie depuis près de 10 ou 15 ans, soulignant que l'augmentation progressive des salaires actuellement se répercutera indubitablement sur le niveau de vie du citoyen, en attendant une augmentation définitive au cours de l'année prochaine.

En somme, ces mesures et décisions traduisent la détermination de l'Etat à mener une véritable bataille pour protéger le pouvoir d'achat du citoyen en luttant contre toutes les formes de spéculation et de corruption, pour reprendre les propos du président de la République.

Autant de mesures qui favorisent la stabilité du front social, le resserrement des rangs et la consolidation du front interne.

R.E.

PRISE EN CHARGE DES PRÉOCCUPATIONS DES PROFESSIONNELS DE LA PÊCHE

Organisation prochaine d'ateliers thématiques

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a annoncé, lundi à Alger, l'organisation prochaine d'ateliers thématiques pour la prise en charge des préoccupations des professionnels du secteur.

En vue d'améliorer les conditions professionnelles des pêcheurs, des ateliers thématiques seront organisés les prochains jours ayant trait à la protection sociale, l'accostage des navires, les activités de la pêche et l'aquaculture, a déclaré M. Badani à la presse lors d'une visite de travail et d'inspection au port de Djemila à Ain Benian. Ces ateliers verront la participation de l'ensemble des acteurs du domaine dans l'objectif d'obtenir des résultats

en faveur du pêcheur et les autres professionnels, ajoute le ministre.

Dans ce sillage, le ministre a mis l'accent sur l'importance de l'échange de vues avec les différents professionnels et du travail dans un cadre « participatif et consultatif » avec tous les acteurs concernés y compris la recherche scientifique qui est « cruciale pour le développement du secteur ».

Ces mesures, en cours d'élaboration, s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la production halieutique pour baisser les prix proposés au consommateur.

Lors de cette visite, le ministre a échangé avec des professionnels écoutant leurs préoccupations liées principalement à l'amélioration de leurs

conditions professionnelles.

Il a inspecté, par la même, trois navires de pêche d'une longueur allant de 12,5 à 14,5 mètres qui viennent renforcer la flotte du port Djemila. M.Badani s'est ensuite rendu au Laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux où il a suivi des explications sur son activité et ses missions.

Le Laboratoire national a signé, à l'occasion, une convention de coopération avec un investisseur privé en matière d'aquaculture en vue de lui assurer un accompagnement technique et un suivi du processus de production.

R.E.

SÛRETÉ D'ALGER

Un plan sécuritaire spécial
Aid El Fitr

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire et préventif à l'occasion de l'Aid El Fitr en vue de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens, a indiqué lundi un communiqué de ces services.

"A l'occasion de l'Aid El Fitr 2023, les services de la Sûreté d'Alger ont mis en place un plan spécial au niveau de son territoire de compétence prévoyant une série de mesures préventives et sécuritaires, visant à garantir la sécurité du citoyen et de ses biens", a précisé le communiqué.

Le plan prévoit plusieurs missions confiées aux services opérationnels à travers la mise en place des différents dispositifs de sécurité à l'image "des patrouilles pédestres et motorisées au niveau des lieux à forte affluence les deux jours de l'Aid, à savoir les mosquées, les gares de transport public, les places publiques, les cimetières, les marchés", lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, il a été procédé également au "renforcement du déploiement des forces de police au niveau des routes principales et secondaires connaissant une intense circulation routière et la prise des mesures nécessaires pour assurer une surveillance efficace à travers les caméras de sécurité installées dans les rues et les stations", ajoute la même source.

Parmi ces mesures figurent également "la présence permanente sur le terrain avant, durant et après l'Aid dans le cadre d'une action de proximité, du service public tout en assurant une intervention rapide et efficace si nécessaire".

Ces mesures ont pour objectif "la préservation de l'ordre public, de la quiétude et de la santé publiques, outre la protection des personnes, des biens publics et privés, ainsi que l'environnement. Les services de la Sûreté d'Alger s'attellent également au lancement des campagnes de sensibilisation à l'adresse des conducteurs pour éviter l'exces de vitesse et les accidents mortels". A cette occasion, les services de la Sûreté d'Alger rappellent les numéros verts 15-48, 104 et de secours 117 outre l'application "Allo Chorta" pour tout signalement, a conclu le communiqué.

GE À TAMANRASSET

De l'énergie à une communauté au cœur du Sahara

Les TM2500 de GE au service de la transition énergétique consolidant le plan de développement de l'énergie solaire lancé par l'Etat algérien. En observant une carte du monde, on peut y apercevoir des villes qui semblent éloignées de tout. Tamanrasset, ville de près de 100 000 habitants au cœur de l'immense désert du Sahara, en fait partie. Situé à plus de 2000 kilomètres de la capitale, Tamanrasset ne semble être reliée au reste du monde que par l'autoroute transsaharienne qui traverse le plus vaste désert du monde, du nord de l'Algérie jusqu'au Niger et au-delà vers le sud.

Tamanrasset fait également partie de ces quelques rares villes dans le désert méridional algérien dont les températures peuvent atteindre des pics de 45°C. Les denrées alimentaires y sont acheminées principalement par la route et quelquefois par avion ; mais qu'en est-il de cette autre ressource aujourd'hui indispensable : l'électricité ?

La construction et l'entretien de lignes électriques sur plus de 1500 km n'étant pas une approche viable, les habitants ont toujours compté sur une alimentation électrique fournie localement. Aujourd'hui, cela inclut des dizaines de turbines à gaz aérodérivatives GE TM2500.

De nombreuses turbines ont été initialement déployées en 2013, lorsque le gouvernement avait pris des mesures nationales fermes pour résoudre le problème des pénuries d'électricité, qui pouvaient atteindre plus de 1000 mégawatts (MW) à l'époque, en particulier pendant la période estivale. GE Gas Power avait soutenu ces efforts en installant des turbines à gaz de grande capacité dans le nord de l'Algérie et des TM2500 montées sur remorque pour fournir rapidement de l'énergie dans le reste du pays.

Les TM2500 : la solution idéale pour les régions éloignées du sud de l'Algérie

Encore aujourd'hui, les TM2500 continuent d'être la solution idéale pour les régions éloignées du sud de l'Algérie. Là où la construction d'une centrale électrique à grande échelle prendrait des années, le transport même par voie aérienne et l'installation des turbines sont très rapides. En 2013, il n'aurait fallu que quelques mois pour installer les premières turbines. Le potentiel des TM2500 va au-delà de la sécurité énergétique pour rendre possible la transition énergétique en équilibrant le réseau électrique, alors même

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Une option qui s'impose en Algérie

Face aux changements climatiques et à la faible pluviométrie, l'Algérie n'a d'autre choix que de s'orienter vers le dessalement de l'eau de mer. En effet, le stress hydrique que connaît notre pays ces dernières années, suite notamment aux changements climatiques, a obligé les pouvoirs publics de revoir la stratégie nationale basée auparavant sur les eaux superficielles.

Par Sirine R

Des orientations claires ont été données dans ce sens par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour la réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer tout le long du littoral algérien.

«Le président de la République a ordonné la généralisation des stations de dessalement de l'eau de mer comme plan stratégique, d'autant que la technologie de maîtrise des stations de dessalement est devenue purement algérienne», lit-on dans le communiqué sanctionnant la réunion du Conseil des ministres de dimanche dernier.

En d'autres termes, les 14 wilayas côtières seront dotées de ce genre de stations permettant de garantir l'alimentation des populations de ces villes et également des autres

localités en profondeur de 150 km.

Les barrages d'eau, au nombre de 80, réalisés à coût de milliards de dollars, se sont avérés insuffisants et la capacité d'eau mobilisée est en net régression, suite la forte baisse de la pluviométrie.

Donc, le recours au dessalement de l'eau de mer s'impose de facto. Un vaste programme pour la réalisation de nouvelles stations tout aux longues des wilayas côtières est lancé.

L'objectif principal de la stratégie nationale en la matière consiste à « garantir de manière définitive l'eau potable pour les habitants vivant dans la bande nord nationale, à une profondeur moyenne de 150 km, où vivent 80% de la population ».

Le président de la République a en outre souligné « la nécessité d'assurer la distribution continue et rationnelle de l'eau face à la fluctuation pluviométrique

aux niveaux national et international » et de « revoir les plans de gestion de la distribution d'eau de manière à assurer une distribution équitable de l'eau potable entre les quartiers et selon un calendrier raisonnable ».

Le chef de l'Etat a enjoint d'utiliser les dernières technologies pour réguler la consommation d'eau en vue de préserver cette ressource vitale. La gestion de ce programme sera, en effet, confié à cette nouvelle agence

« ANDE », dont sa principale mission est la mise en œuvre de la politique nationale en matière de dessalement de l'eau. Son action vise au renforcement des capacités nationales de production d'eau en vue d'assurer la sécurité hydrique. A ce titre, l'agence a pour missions « de réaliser, d'exploiter et d'assurer la maintenance des stations de dessalement de l'eau et des infrastructures et équipements y afférents, en menant

toutes actions et opérations concourant à cet effet; de mener toutes études et analyses se rapportant au dessalement de l'eau ; de mettre l'eau produite au niveau des stations de dessalement de l'eau à la disposition des organismes chargés de la distribution de l'eau et de contribuer à l'élaboration de la stratégie nationale en matière de dessalement de l'eau ».

Actuellement, le taux des eaux dessalées par rapport aux besoins en eau potable est estimé à environ 18%, et passera en 2024 à 42% avec la mise en service des cinq stations de dessalement de l'eau de mer, en cours de réalisation. Ce taux devrait augmenter à 60% d'ici 2030, notamment avec la mise en service de six (06) autres stations de dessalement dont les travaux de réalisation seront lancés en 2025.

que l'Algérie poursuit ses efforts en vue d'atteindre l'objectif des 15 GW d'énergie solaire d'ici 2035 avec notamment plusieurs projets annoncés pour installer des centrales solaires à travers le pays.

Contrairement à une centrale électrique, les TM2500 peuvent également être redéplacés vers différents endroits pour répondre aux besoins changeants. « Petites et modulaires, elles prennent peu d'espace au sol, et peuvent être installées, retirées, remplacées et réaffectées rapidement », selon les déclarations de l'entreprise publique spécialisée dans la fourniture d'énergie dans le sud du pays. Un exemple récent, était le transfert d'une turbine d'un site dans le nord du pays à Tindouf, une ville située à la frontière de la Mauritanie dans le sud-ouest de l'Algérie.

Une flotte de 38 turbines TM2500 réparties dans 18 sites du sud

L'entreprise nationale responsable de l'exploitation dispose d'ailleurs d'une flotte de 38 turbines TM2500 réparties dans 18 sites du sud, pour une capacité de production combinée de 1.17 GW, soit à peu près autant que la capacité de deux centrales électriques de taille moyenne. Plus important encore, elles fonctionnent de manière fiable même dans l'environnement rude du Sahara connu pour ses températures extrêmes et ses tempêtes de sable.

« Les services fournis par GE Power peuvent aider les turbines à gaz à fonctionner de manière fiable et efficace sur l'ensemble de leur cycle de vie », toujours selon les déclarations faites par les responsables de l'exploitation. « Avec les dernières pièces, les pièces de rechange, les mises à niveau et les solutions logicielles, le service GE Power peut aider à renforcer la fiabilité et la flexibilité des turbines à gaz ».

Lotfi Skandrani : "TM2500 peuvent être utilisées pour stabiliser le réseau"

« Nous travaillons en étroite collaboration avec SKTM en Algérie depuis des années pour les aider à atteindre leurs objectifs stratégiques, dont celui de garantir la sécurité énergétique de plusieurs régions d'Algérie et accroître la pénétration de l'énergie solaire. En plus de fournir une alimentation rapide et mobile à des zones éloignées ou inaccessibles telles que Tamanrasset, nos turbines à gaz aérodérivées à la pointe de la technologie TM2500 peuvent

être utilisées pour stabiliser le réseau à mesure que davantage de projets d'énergie solaire se connectent au réseau. Nous sommes impatients de poursuivre cette collaboration et de soutenir davantage SKTM et les plans ambitieux de transition énergétique de l'Algérie », a déclaré Lotfi Skandrani, directeur général de GE Gas Power, Aero-derivative Gas Turbines, Moyen Orient et Afrique

Les TM2500 : cap sur les objectifs de zéro émission nette

Les TM2500 présentent également de nombreux avantages par rapport aux générateurs diesel. Non seulement elles peuvent fournir plus de puissance – jusqu'à 36 MW chacune – mais elles peuvent également fonctionner efficacement à charge partielle. Concrètement, cela signifie que l'on peut faire fonctionner deux TM2500 à charge partielle sans perdre en efficacité et tout en gardant la possibilité d'augmenter rapidement la puissance pour répondre à toute hausse de la demande ou pour compenser une panne d'une autre turbine.

Enfin, les TM2500 peuvent jouer un rôle important dans la transition énergétique et les efforts visant à atteindre des objectifs de zéro émission nette. C'est un objectif important pour le pays, compte tenu des ambitions de l'Algérie de produire, d'utiliser et d'exporter de l'hydrogène propre.

GE : 100% d'hydrogène dans les 10 ans à venir

Ces turbines aérodérivées sont déjà capables de fonctionner avec des carburants durables tels que l'hydrogène, démontrant ainsi le rôle de GE en tant que partenaire à faible émission en carbone. « Nous constatons que GE a élaboré une feuille de route technologique pour atteindre 100 % d'hydrogène dans cette plate-forme au cours de la prochaine décennie ». Même dans un endroit aussi isolé que Tamanrasset, la transition énergétique est en marche, et les TM2500 sont prêts à connecter plus de foyers et d'entreprises au réseau électrique, tout comme elles le font déjà aujourd'hui.

R E.

EXPLOITATION ET VALORISATION DES MINES

Des usines de transformations bientôt en service

L'Algérie veut réduire sa facture d'importations en matière de minerais. Actuellement, quelque un milliard de dollars est consacré annuellement pour répondre aux besoins nationaux. Cette facture est appelée à augmenter davantage pour atteindre les 2 milliards de dollars en 2025, a fait savoir le Président-directeur général du groupe Manadjim El Djazair (Manal), Mohamed Sakhr Harami.

Par Zahir R

S'exprimant hier au Forum de la radio nationale, le responsable a déploré cette situation, du fait que notre sol regorge de ressources minières importantes. Les chiffres sont à l'appui : « 1,6 milliards de tonnes en phosphate, un milliard de tonnes d'intrants pour les matériaux de construction, 400 millions de tonnes de sels, 2,5 millions de tonnes de baryte et 80 millions de tonnes de fer à Tébessa et un milliard 300 000 tonnes ».

Donc le potentiel est là, il suffit juste de mettre les mécanismes adéquats pour capter des investisseurs et la valorisation de nos gisements miniers.

C'est inadmissible de continuer à importer des minerais disponibles dans notre pays, dira-t-il, dont les efforts doivent être orientés vers la valorisation de nos mines et gisements. L'intervenant a fait savoir que 60 gisements miniers sont en exploitations et 26 autres sont en cours d'exploration.

L'ambition est donc de fournir de la matière première pour les secteurs de l'industrie et celui de l'énergie notamment et également d'aller conquérir des parts sur le marché international.

D'ailleurs, de nombreuses usines de transformations sont en cours de réalisation, dont certaines d'entre elles seront opérationnelles incessamment. L'annonce a été faite hier par le directeur de l'entreprise nationale de fer et de l'acier (FERAAL), Ahmed Ben-Abbès. Ce dernier a énuméré les usines de manganèse de Bechar, baryte au mont de l'Ouarsenis dans la commune de Boukaid (Tissemsilt), le sulfate à Annaba et celui de carbi-

nate de calcium à Sig (Mascara) et à El Khroub.

« Notre stratégie est claire : valoriser nos richesses et en finir avec l'importation de beaucoup de produits et minerais disponibles dans notre pays », explique Ahmed Ben-Abbès qui s'exprimait lors de son passage au forum de la radio nationale.

L'exploitation du gisement de Gara Djebilet s'inscrit dans cette lignée et des conventions de partenariats avec les leaders nationaux dans la production d'acier vont être signées afin de s'approvisionner de cette mine. déjà, indique-t-il, une convention a été signée avec le groupe turc Tosyali pour la création d'une société mixte avec FERAAL en septembre prochain pour la réalisation d'une usine pour la transformation du phosphate brut et la production du concentré du minerai de fer dans la wilaya de Bechar.

« Avec la valorisation de fer en local, nous allons réduire la facture d'importation et augmenter la compétitivité de notre production », indique Ahmed Ben-Abbès. Et de préciser : « Cette usine devrait assurer le traitement entre 8 à 10 millions de tonnes/an pour répondre aux besoins de l'usine de Tosyali estimés entre 4 à 5 millions de tonnes/an de fer ».

La société "Tosyali" envisage un niveau d'investissement compris entre 120 et 150 millions de dollars pour la réalisation de cette nouvelle unité de production qui permettra une économie de devises pour l'Algérie de plus de 60 millions de dollars/an. Cette unité permettra de produire des aciers de haute gamme comme les aciers plats, aciers laminés chauds et froids, acier galvanisé.

Une autre usine sera réalisée avec les chinois, dont les discussions sont en cours pour la création

d'une société mixte d'ici fin d'année pour l'exportation de 5000 tonnes/an vers la Chine.

Quant au troisième projet, poursuit-il, il s'agit d'alimenter le complexe sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS) en matière première. Des pourparlers sont en cours avec les responsables de ce complexe, ajoute-t-il, en faisant savoir que d'autres investisseurs étrangers d'Asie, de pays Arabes et de l'Europe ont manifesté leur intérêt pour l'exploitation de Gara Djebilet.

Les réserves prouvées, dans cette première partie de ce gisement, sont estimées à un milliard et 300 000 tonnes, indique le Pdg de MENAL, en prévoyant atteindre les 5 milliards de tonnes.

C'est énorme comme gisement nécessitant des investissements colossaux pour son exploitation et valorisation de phosphate en local. S'agissant du projet de phosphate intégré de Bled El Hadba Tebessa, Ahmed Ben-Abbès a indiqué que la société mixte a été créée avec les chinois et les études techniques et de faisabilité sont bientôt finalisées. « Nous allons présenter le projet devant le conseil de participation de l'Etat (CPE) pour approbation », annonce-t-il.

Concernant le projet du Zinc et plomb d'Amizour (Bejaia), l'intervenant a noté que « nous avons pris assez du temps dans l'étude du projet notamment dans son aspect environnemental. Nous tablons sur la production de 170 000 tonnes/an de zinc et 30 000 tonnes/an de plomb ». Une usine pour la transformation du zinc est prévue pour la production de la matière finale du zinc et l'exportation de l'excédent vers l'étranger.

DJAZAÏR EL MOUTAHIDA FAMILY TAKAFUL

De nouveaux produits islamiques proposés à partir du 2e semestre 2023

Le directeur général de la compagnie « El-Djazair El-Moutahida Family Takaful », Chakib El Kacimi El Hassani a annoncé de nouveaux produits d'assurance islamique destinés aux particuliers et aux entreprises à partir du début du 2e semestre 2023, soulignant la nécessité de redoubler d'efforts pour amener les clients à s'intéresser à cette formule d'assurance, a indiqué l'agence officielle.

M. El Kacimi El Hassani a affirmé que cette compagnie qui dispose actuellement d'un seul produit, consistant en l'assurance sur les financements relevant de la finance islamique, « entend proposer à partir du début du 2e semestre 2023 d'autres produits liés à la santé, aux voyages, aux accidents et à l'assurance des employés des entreprises ». Il a ajouté que « la compagnie aura à proposer une gamme de produits similaires à celle proposée dans l'assurance conventionnelle mais selon la formule islamique ».

Un travail est en cours pour « enrichir l'offre de la compagnie » et « la diversifier », la compagnie étant appelée à proposer des produits développés adaptés aux nouvelles demandes des clients, ainsi qu'à l'évolution du marché, a-t-il assuré.

« Tous les produits proposés seront validés par la Commission de Supervision charaïque relevant de la compagnie, garant de la certification de la conformité des contrats, des produits, des documents, des produits de gestion, et du mode de tarification selon la chariaa musulmane, ainsi que par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique chargée de délivrer les certificats de conformité pour la commercialisation des produits de la finance islamique », a expliqué le DG de cette compagnie d'assurance.

El-Djazair El-Moutahida Family Takaful », est l'une des deux compagnies spécialisées dans ce type d'assurance, en plus d'El-Djazair Takaful créée en 2022 après la promulgation des textes juridiques encadrant cette activité en 2021.

Elle active notamment en matière de Takaful familial, alors que la compagnie El-Djazair Takaful se spécialise dans l'assurance générale.

Dix (10) actionnaires ont des participations dans cette entreprise qui est le fruit de l'union de six banques et quatre sociétés d'assurance du secteur public. C'est la première entreprise de son genre, a expliqué le responsable. Depuis son lancement, l'entreprise a signé plusieurs conventions avec cinq banques publiques pour assurer des financements de la finance islamique « alors que d'autres conventions seront très bientôt signées », a révélé M. Kacimi El-Hassani.

Après avoir axé ses efforts durant les premiers mois de sa création sur l'élaboration des règles nécessaires à son fonctionnement, notamment en ce qui concerne le recrutement de compétences et la recherche de canaux de marketing, l'entreprise a lancé effectivement ses activités en février dernier à travers la signature de ses premiers contrats.

Les Sukuk donneront à l'assurance Takaful un élan qualitatif El-Djazair El-Moutahida Takaful compte bénéficiaire du réseau des banques publiques qui offrent un total de 1200 agences et près de 500 guichets de la finance islamique en vue de commercialiser ses produits, ainsi que les intermédiaires de l'assurance, a fait savoir M. Kacimi El-Hassani formant le vœu de voir l'assurance Takaful obtenir la confiance des consommateurs « au même titre que la finance islamique ».

L'entreprise œuvre à généraliser l'assurance Takaful à l'ensemble des types de finance islamique pour remplacer graduellement l'assurance conventionnelle.

Concernant la liste des prix des souscriptions, le responsable a assuré « qu'elles sont bien étudiées et conçues pour ne pas être un obstacle à la généralisation de l'assurance Takaful », ajoutant qu'elles « sont équilibrées et capable de drainer des clients d'une part, et préserver les équilibres financiers de l'entreprise, d'autre part ».

Concernant l'introduction des Sukuk cette année annoncée par le ministère des Finances, M. Kacimi El-Hassani a estimé que les Sukuk étaient le dernier maillon dans le système financier islamique après la finance et l'assurance « Takaful », ajoutant que la capitalisation leur insufflera, en tant que compagnies d'assurance, « un élan qualitatif ».

Obligées d'utiliser les fonds disponibles sous forme de titres, les compagnies d'assurance « Takaful » adopteront les Sukuk à la place des formes conventionnelles, a expliqué le directeur général.

Par ailleurs, il a indiqué que El-Djazair El-Moutahida entend s'inscrire dans le processus de numérisation à commencer par l'introduction d'une application mobile pour faire la promotion des produits, la simulation, la déclaration des dégâts, le suivi des dossiers d'indemnisation et bien d'autres services fournis au client.

L'assurance Takaful est un système contractuel visant à assoier une coopération entre un groupe de souscripteurs exposés à un ou plusieurs risques précis dont chacun d'eux s'acquitte d'un montant sous forme de donateur appelé « souscription » formant ainsi « le fonds des souscripteurs » à travers lequel les indemnités sont payées.

D'après les chiffres du Conseil national des assurances (CNA), l'activité de l'assurance Takaful a généré un chiffre d'affaire de 48,4 millions DA en 2022 car la majorité des opérateurs en la matière n'avaient pas encore entamé l'activité. Le secteur des assurances véhiculaires a contribué à hauteur de 77% dans ce chiffre d'affaires, selon la même source.

APS

MINES DE PHOSPHATE ET DE FER DE TEBESSA ET DE TINDOUF

Une réunion de coordination et de suivi des projets de transport ferroviaire

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a coprésidé, dimanche à Alger avec le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Lakhdar Rekhouk, une réunion de coordination et de suivi consacrée aux projets de transport pour l'exploitation des deux projets de Gara Djebilet et du phosphate intégré, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines.

Selon la même source, les ministres de l'Énergie et

des Mines et des Travaux publics et des Infrastructures ont présidé, en présence des cadres des deux ministères, "une réunion de coordination et de suivi consacrée aux projets d'infrastructures relatifs aux deux projets structurels de la mine de fer de Gara Djebilet et du phosphate intégré, notamment les projets de transport ferroviaire".

La rencontre a été une occasion pour examiner les problèmes soulevés en vue de lever tous les obstacles,

de lancer de nouveaux projets et d'accélérer les étapes de réalisation des projets en cours, précise le communiqué.

Lors de cette réunion, deux exposés ont été présentés par le directeur général de l'Agence Nationale d'Études et de Suivi de la réalisation des Investissements Ferroviaires (ANES-RIF) sur l'état d'avancement des projets des voies ferrées minières Annaba-Tébessa-Djebel Onk-Bled El Hadba, en sus du projet de la voie ferrée

Ghara Djebilet-Béchar-port d'Arzew.

L'accent a été également mis sur les projets de réhabilitation et de développement des voies ferrées existantes dans le cadre du projet de phosphate intégré (PPI) dont le lancement des travaux de dédoublement, de modernisation et de correction du tracé en vue d'augmenter la capacité de cette voie (Annaba-Djebel Onk).

OUARGLA

Les SMA aspirent atteindre 500.000 adhérents à l'horizon 2027

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ambitionnent d'atteindre d'ici à 2027 un effectif de 500.000 adhérents, a indiqué samedi à Ouargla le commandant-adjoint des SMA et commissaire de la wilaya de Ouargla Mahmoud Nettari.

"Les SMA entendent, au titre de la stratégie (2023-2027) de son commandement, porter le nombre de plus de 200.000 adhérents actuels à 500.000 adhérents d'ici à 2027, avant d'atteindre en 2037 un million d'adhérents, en vue de déployer davantage les SMS et étendre leurs activités à l'intérieur et l'extérieur du pays", a souligné M. Nettari dans son intervention lors de la conférence de wilaya préparatoire du 13ème congrès national du scoutisme et du forum de wilaya de la jeunesse tenu à la maison de la culture Moufidi Zakaria.

"Il appartient aux jeunes de s'impliquer dans la prise de décisions et à l'examen des questions répondant à ses attentes", a indiqué M. Nettari en marge du forum de wilaya des jeunes organisé sous le signe "Les jeunes, pilier de la nation et socle de son progrès" auquel ont pris part les commandants et représentants des groupes des SMA et les autorités locales.

Le commandant adjoint et commissaire des SMA de la wilaya d'Ouargla a estimé que "ce forum sert de tribune pour les jeunes d'avancer leurs diverses suggestions liées à divers volets retenus au programme des SMA, allant dans le sens du développement de la société pour la préservation de l'identité nationale".

Ce congrès a donné lieu à la mise en place d'ateliers versés dans l'examen dans divers thèmes liés aux "SMA", "Les jeunes et la responsabilité sociale", "Le développement du scoutisme", "la stratégie 2023-2027 des SMA" et "l'enrichissement du projet d'amendement du statut général de l'organisation".

Mahmoud Nettari a fait savoir que "cette conférence préparatoire permettra également d'enrichir des questions concernant les adhérents et la rénovation des structures de l'association, du commandement général, des Mouhafadate des wilayas et commandements des SMA". Les travaux de cette conférence devront être sanctionnés par des recommandations à avancer lors du 13ème congrès national du Scoutisme, prévu du 21 au 23 juin, en plus de la désignation des délégués de wilaya au congrès.

SÉTIF
Ouverture de 7 points de vente de lait subventionné et dérivés

Sept (7) points de vente de lait subventionné et dérivés ont été ouverts à Sétif en coordination avec la laiterie publique "Tell" du groupe Giplait, a-t-on appris samedi auprès de la Direction du commerce et de la promotion des exportations.

Selon le directeur du secteur, Abdelkader Benmiloud, l'objectif est d'atténuer la pression sur la vente du lait subventionné en sachet au niveau des commerces et d'offrir une gamme variée de dérivés du lait (petit lait, fromages, yaourts et beurre).

Ces points sont répartis entre les grandes cités "Bizard", "El Hidab", "1006 logements", "Bel-

air", le parc d'attractions, "Bir Nessa" et "Bekhoucha", a détaillé la même source, précisant qu'un 8ème point sera ouvert à l'agglomération Ain Trik (Sud-est de Sétif).

Ces points ont permis, depuis le début du Ramadhan, d'assurer la distribution de ce produit quotidiennement de manière régulière et en quantités suffisantes grâce à la vente directe du producteur au consommateur

qui a permis de répondre à la demande croissante en cette période de jeûn, a-t-il noté.

La laiterie "Tell", située dans la commune de Mezloug, a augmenté sa production quotidienne durant le Ramadhan de 237.000 à 300.000 litres, selon la même responsable.

Des citoyens, rencontrés au niveau des points de vente des cités "Bizard" et "Bel-air" ont

salué l'initiative espérant la voir se généraliser aux autres quartiers pour répondre à la forte demande des ménages sur ce produit alimentaire de base. La wilaya de Sétif compte quatre laiteries (une publique et trois privées) produisant quotidiennement plus de 311.000 litres dont 20 % sont dirigées vers les wilayas de Batna, Bordj Bou Arreridj, Bejaia, Mila et de M'sila.

GHARDAÏA

La médiation à l'écoute et à la proximité du citoyen

Le médiateur de la République, Abdelmadjid Ammour a affirmé samedi depuis Ghardaïa que la médiation de la république mise résolument sur une stratégie fondée sur l'ouverture, l'écoute et la proximité du citoyen en vue de prendre en charge ses préoccupations et consolider les principes de la bonne gouvernance. S'exprimant en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Ghardaïa, M. Ammour a souligné que son institution s'applique à la simplification des procédures administratives et l'accès aux services publics dans les différentes administrations en vue d'améliorer les relations entre les services publics et les bénéficiaires de leurs prestations.

Elaborée conformément aux instructions du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, notre stratégie vise en effet à concrétiser le principe de rapprochement de l'administration et le citoyen en se basant

sur une approche participative qui repose sur une meilleure gouvernance en conformité avec les lois en vigueur en allégeant les procédures tout en évitant les entraves bureaucratiques, a-t-il rappelé.

"La médiation de la République œuvre continuellement à relever l'image de l'administration algérienne et ses performances tout en améliorant et modernisant la qualité de ses services", a-t-il soutenu.

Accompagné du Wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, le médiateur de la République s'est enquis dans les zones rurales de la daïra de Mansoura à une centaine de Km du Chef-lieu de wilaya Ghardaïa des conditions socioéconomiques des populations locales notamment en matière d'alimentation en eau et la prise en charge de la santé des citoyens avant de se rendre dans deux périmètres agricoles où il a donné le coup d'envoi de leur raccordement à l'énergie électrique.

M. Ammour a rappelé les efforts consentis par les pouvoirs publics pour mobiliser l'énergie électrique ainsi que la ressource hydrique souterraine pour créer les conditions favorables au développement de l'agriculture saharienne et la participation de cette région à la sécurité alimentaire notamment en matière de céréales et aliments de bétail. Plus de 30.000 exploitations agricoles ont été raccordées à l'énergie électrique à travers les différentes régions du pays, dans le cadre du programme national de raccordement des exploitations agricoles a révélé le médiateur, précisant que plus de milles exploitation agricoles de la wilaya de Ghardaïa ont été raccordées à cette énergie.

Le médiateur de la République a également visité la plate-forme de la zone industrielle de oued N'Chou dont les travaux sont à l'arrêt pour des raisons techniques et financières avant d'apporter à une prise en charge de cette zone.

Dans la commune de Ghardaïa M. Ammour s'est enquis de la réalisation de plusieurs projets à caractère social en vue de répondre aux attentes des citoyens des quartiers nord de Ghardaïa. Les différentes haltes effectuées par la délégation durant cette première journée de la visite a permis de rencontrer les citoyens qui ont fait part de leurs attentes en matière de développement de leurs localités.

Il a rappelé à ce propos, que "ce qui a été réalisé demeure un gage de fidélité du Président de la République à ses engagements et son attachement à un principe qu'il ne cesse de mettre en pratique à travers ses décisions, à savoir mettre toujours le citoyen au centre de toutes les préoccupations".

La visite du médiateur de la République sera ponctuée dimanche par plusieurs escales, dont deux au niveau des administrations avant de tenir une rencontre avec la société civile de Ghardaïa, signale-t-on

ORAN

Les activités sportives agrémentent les soirées de Ramadhan

Les tournois de football de proximité, organisés à Oran pendant le mois sacré de Ramadhan, sont devenus une tradition bien ancrée chez la jeunesse à El Bahia. Un état de fait encore vérifié cette année, au vu des nombreuses manifestations sportives organisées ici et là, encouragées par l'amélioration tangible de la situation sanitaire mondiale liée à la pandémie du Covid-19.

Il faut dire que pour ce Ramadhan, l'animation sportive de ses soirées n'est pas limitée au sport le plus populaire qu'est le football, comme ce fut le cas souvent par le passé. D'autres disciplines, comme le handball et le karaté, ont bénéficié de leurs parts au menu des manifestations organisées pour la circonstance. Tout cela, dans une ambiance enthousiaste donnant aux soirées une saveur particulière, surtout au cours des deux premières semaines du mois sacré ayant coïncidé avec les vacances

scolaires, ce qui a permis la participation d'un plus grand nombre possible d'élèves et d'étudiants à ces événements, qui attirent la grande foule. Dans ce cadre, s'inscrit, entre autres, le tournoi de football dédié aux jeunes catégories, organisé par la direction de la jeunesse et des sports avec la participation de clubs des hauts parliers, comme l'ASM Oran, appelé communément "El Madrassa" (école), car étant réputé pour être un club formateur. Une réputation qu'il a encore une fois confirmée grâce à son équipe des moins de 9 ans qualifiée en finale du tournoi, qui touche à sa fin.

Il en va de même pour l'équipe des moins de 13 ans, qui a validé son billet pour les demi-finales après avoir battu les voisins de la JS Bendaoud (5-0), dans un match marqué par une domination copieuse des "Vert et Blanc" tout en gratifiant le nombreux public présent au stade de proximité "El Barki" de gestes techniques et fa-

cettes de jeu de haute facture.

A l'approche de la célébration de Leilat El Qadr (nuit du destin) à la soirée du vingt-sixième jour du Ramadhan, la plupart des activités sportives programmées pendant ce mois sacré sont sur le point de baisser rideau après des semaines de la compétition qui commence immédiatement après la prière de "Tarawih".

La commission des activités sportives de l'Assemblée populaire municipale d'Oran a également profité de l'occasion pour organiser la deuxième édition de son tournoi de football. Le responsable de cette commission, Reda Laaribi, a estimé, dans une déclaration à l'APS, que son instance tient à faire de ce tournoi une tradition annuelle, ajoutant qu'il s'agit d'une occasion pour les jeunes talents d'attirer l'attention et de rester à l'écart des réseaux sociaux.

L'Intelligence artificielle et ChatGPT

(Partie 1)

Quand le métier à tisser à bras traditionnel a été remplacé, en 1801 par le métier à tisser mécanisé, les tisserands se sont révoltés et ont saccagé tout ce qui y ressemblait. Cet événement est connu sous le nom de "Luddisme". Au début du 19^{ème} siècle, ces ouvriers s'opposaient à l'automatisation des métiers à tisser. Ils détruisaient ces machines pour protester contre les changements technologiques qui menaçaient leur emploi et leur mode de vie.

PAR : Ali Kahlane (*)

Le mouvement luddite est souvent cité comme exemple de la peur et de la résistance aux changements technologiques et de la manière dont ces changements peuvent avoir des conséquences économiques et sociales importantes pour les emplois. On ne peut pas s'empêcher de faire un parallèle avec deux événements récents, l'avènement de ChatGPT et sa récente "interdiction" par l'Italie.

Cet article offre un aperçu de l'histoire de l'IA depuis les travaux de scientifiques musulmans jusqu'aux modèles de langage actuels tels que GPT-3 et GPT-4. Il examine les progrès de l'Intelligence artificielle (IA) au fil du temps, mettant en lumière les principaux contributeurs et réalisations, tout en abordant les enjeux éthiques associés, notamment l'automatisation, les pertes d'emplois, la vie privée et les biais algorithmiques. L'article met l'accent sur les implications des applications d'IA dans un contexte culturel et religieux, et explore les avancées récentes dans des domaines tels que la défense, les marchés financiers et la recherche, en utilisant l'apprentissage par renforcement et l'apprentissage profond pour résoudre les défis actuels.

Introduction

Le métier à tisser mécanisé dont il était question ci-dessus, était muni de cartes perforées pour réaliser les différents motifs sur le textile. Ces mêmes cartes perforées seront utilisées par les premiers ordinateurs, 120 ans plus tard, popularisées par la compagnie IBM et adoptées dans tous les équipements informatiques, elles seront abandonnées dans les années 1970. Un quart de siècle plus tard, en 1997 Deep blue, une intelligence artificielle, construite par ce même IBM, bat le champion du monde des échecs, Garry Kasparov.

L'intelligence artificielle (IA) est un domaine de recherche en informatique qui vise à créer des machines et des programmes capables de réaliser des tâches qui nécessitent normalement l'intelligence humaine. En d'autres termes, l'IA permet aux ordinateurs d'apprendre, de raisonner, de comprendre et d'interagir de manière similaire à la façon dont les humains le font. L'objectif est de faciliter notre vie quotidienne et d'améliorer les performances dans divers domaines, tels que la médecine, la finance, l'industrie et la recherche en général.

L'histoire de l'Intelligence Artificielle

Sans les mathématiques et les algorithmes, il n'y aurait eu point d'IA. Ils sont un élément clé de l'IA et les travaux d'Al-Khwarizmi ont jeté les bases de cette discipline, en contribuant au développement des outils mathématiques nécessaires à la création de systèmes intelligents.

Il est considéré comme le père de l'algèbre et a joué un rôle clé dans le développement des mathématiques, ce qui a finalement contribué à l'essor de l'IA. Ses travaux sur l'algèbre ont conduit au développement de la programmation informatique moderne, qui est à la base de l'IA. Son livre "Al-jabr wa'l-muqabala" a introduit des concepts tels que les équations, les algorithmes et les variables, qui sont fondamentaux pour la résolution de problèmes mathématiques complexes et pour la programmation informatique.

L'autre pilier de l'IA moderne était Al Jazari, un ingénieur, un inventeur et un mécanicien célèbre de son temps, qui a conçu de nombreux dispositifs mécaniques sophistiqués, notamment des horloges et des automates. Ses inventions ont influencé le développement ultérieur de la robotique et de l'automatisation, qui ont finalement contribué à l'essor de l'IA.

L'histoire de l'IA moderne remonte à l'époque d'Alan Turing, un mathématicien britannique qui a joué un rôle clé dans le décryptage des codes nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1950, Turing a publié un article intitulé "Computing Machinery and Intelligence" dans lequel il a proposé le fameux test de Turing, un critère pour déterminer si une machine peut ou non penser comme un être humain. Le test de Turing consiste à poser des questions à une machine et à évaluer si les réponses sont suffisamment intelligentes pour tromper un humain, en pensant qu'il parle à un autre humain. Un test que les GPT passeraient allégrement aujourd'hui.

En 1956, un groupe de chercheurs en informatique, comprenant John McCarthy, Marvin Minsky, Nathaniel Rochester et Claude Shannon, a organisé une conférence à Dartmouth College pour discuter de l'IA. Cette conférence est souvent considérée comme le point de départ officiel de l'IA en tant que domaine de recherche distinct.

Pendant les années 1950 et 1960, les chercheurs en IA ont développé des programmes informatiques capables de résoudre des problèmes simples tels que la résolution de problèmes mathématiques, la reconnaissance de caractères et l'aide à la prise de décision.

Le manque de puissance des ordinateurs : Le premier "hiver" de l'IA

Dans les années 1970 et 1980, les progrès de l'IA ont été relativement lents, principalement en raison de la complexité des tâches à accomplir et de la difficulté à obtenir des ordinateurs suffisamment puissants pour gérer de grands ensembles de données dont le stockage et l'accès posaient aussi des problèmes insolubles à l'époque.

Cependant, cette période a vu l'émergence de nouvelles approches pour résoudre les problèmes d'IA, notamment l'apprentissage automatique, la recherche en logique et les systèmes experts. Ces systèmes ont été largement utilisés dans les années 1980 pour automatiser des tâches dans des domaines tels que la médecine, de l'ingénierie et de la finance. Ces systèmes sont basés sur des règles simples qui sont utilisées pour résoudre des problèmes spécifiques comme l'aide au diagnostic médical. Les experts humains sont souvent impliqués dans le développement de ces systèmes pour garantir leur précision.

La recherche en logique a également joué un rôle important dans les développements de l'IA des années 1970 et 1980. Les chercheurs ont exploré des méthodes telles que la programmation logique et la résolution de problèmes pour améliorer la capacité des ordinateurs à effectuer des tâches d'IA.

Dans les années 1990, l'IA a connu un renouveau grâce à la montée en puissance des ordinateurs et à l'essor d'Internet. Cette période a vu l'émergence de nouveaux domaines de recherche, tels que l'apprentissage profond et les réseaux neuronaux. Ces réseaux sont modélisés sur le cerveau humain et sont capables d'apprendre des caractéristiques à plusieurs niveaux de complexité. Cette approche a été utilisée pour améliorer la reconnaissance vocale, la classification d'images et la traduction automatique.

Le manque de financements : le deuxième "hiver" de l'IA
Au tournant du millénaire, l'IA a connu un autre "hiver" avec un manque de financement et de progrès, mais avec l'avènement d'Internet et des ordinateurs plus puissants, la recherche en IA a rebondi. Au cours de la décennie suivante, il y a eu des avancées significatives dans les réseaux neuronaux profonds, les systèmes experts, la robotique et l'accessibilité des outils d'IA. Ces avancées ont permis des améliorations dans la reconnaissance d'images, la reconnaissance vocale, la production industrielle, la chirurgie et bien d'autres domaines. La recherche en IA a connu une renaissance à la fin des années 1990.

Elle a connu une croissance exponentielle depuis lors. Tout s'est accéléré dès le milieu des années 2010. Grâce à une combinaison de facteurs, tels que l'augmentation de la puissance de calcul des ordinateurs, la disponibilité de grandes quantités de données pour l'apprentissage automatique, les avancées dans les algorithmes d'apprentissage en profondeur et l'essor de la technologie de cloud computing. Cependant, il convient de noter que la recherche en IA a connu des périodes de progrès et de ralentissement tout au long de son histoire.

Les grands modèles de langages ou LLM

Tout le monde est habitué au confort que nous avons en tapant du texte sur nos claviers de smartphone ou ordinateur et que ces derniers pré-tapent, souvent en gris, la suite d'un mot ou d'une expression, à notre place ou ces corrections automatiques de mots qui nous font très souvent tressauter ou sourire. Cela fait désormais partie de notre vie d'hyperconnecté. C'est ce principe simple que nous connaissons et utilisons tous, sur lequel est basé le fonctionnement de GPT ainsi que tous les autres modèles de langages connus (Fig. N°3). Ce sont des modèles d'apprentissage automatique qui sont utilisés pour prédire la probabilité de la prochaine séquence de mots dans un texte et la générer.

Les LLM, ou Modèles de Langage à Grande Échelle, sont des systèmes d'intelligence artificielle conçus pour comprendre et produire du texte. Ils apprennent à partir de grandes quantités de données pour mieux saisir les règles et les subtilités de la langue. Ces modèles peuvent répondre aux questions, écrire des textes et dialoguer avec les utilisateurs de manière fluide et cohérente.

Le programme informatique GPT de la compagnie OpenAI, dont il est surtout question ici, est un grand modèle de langage, en Anglais Large language model (LLM). C'est un programme informatique qui peut comprendre ce que les gens écrivent ou disent et prédire ce qu'ils pourraient dire suite à cela. Il génère des phrases et du texte (Generative) parce qu'il entraîne sur une masse astronomique de données (Pre-trained) ce qui lui permet de les transformer (Transformer) en quelque chose de cohérent.

ChatGPT

ChatGPT, en revanche, est une application spécifique basée sur les modèles GPT. ChatGPT est conçu pour interagir avec les utilisateurs en langage naturel, en fournissant des réponses et en ayant des conversations cohérentes. Il s'agit essentiellement d'un chatbot intelligent qui utilise la puissance des modèles GPT pour comprendre et répondre aux requêtes des utilisateurs.

C'est ainsi que la version gratuite GPT-3.5 analyse déjà un grand nombre de textes pour apprendre la probabilité qu'un mot apparaisse dans un certain contexte. Il utilise pour cela 175 milliards de paramètres, qui sont des instructions spéciales qui aident l'ordinateur à comprendre et à prédire le langage humain.

C'est quoi un paramètre pour l'IA ?

Imaginons que GPT soit un apprenti cuisinier qui apprend à préparer de nombreux plats différents. Les paramètres sont comme les ingrédients et les techniques de cuisson que l'apprenti doit maîtriser pour réussir chaque plat.

Lorsque GPT étudie d'énormes quantités de textes, il apprend à ajuster ces "ingrédients" et "techniques de cuisson" (paramètres) pour mieux comprendre et reproduire les structures et les nuances du langage humain. Plus il y a de paramètres, plus GPT peut saisir les détails subtils du langage, ce qui lui permet de générer des réponses plus précises et cohérentes.

Ainsi, les milliards de paramètres sont comme des milliards d'ingrédients et de techniques que GPT doit apprendre pour maîtriser le "plat" du langage humain. En ajustant et en affinant ces paramètres, le modèle devient plus compétent pour comprendre et imiter notre façon de communiquer.

Tous les paramètres ont été générés automatiquement par l'ordinateur lors de l'entraînement du modèle, car il serait trop difficile pour les humains de les créer manuellement. Ils sont un peu comme des briques de construction qui lui permettent de comprendre les mots, les phrases et le contexte.

Une information très importante, bien qu'il soit, pour le moment, limité aux informations d'avant 2021 et qu'il n'est pas connecté à Internet, c'est malgré tout comme avoir une bibliothèque entière de toute la connaissance et le savoir humains à portée de main.

Qu'est ce que ne peut pas faire ChatGPT ?

ChatGPT en plus d'être un chatbot est un agent conversationnel et un agent personnel comme il en existe de plusieurs types depuis longtemps. ChatGPT peut écrire et aider à écrire des textes, répondre à des questions ou fournir des informations sur tout ou presque. C'est comme un artiste intelligent qui apprend en observant des exemples et écrit ensuite de nouvelles choses à partir de ce qu'il a appris. Il peut créer du texte, des images, de la musique ou des vidéos en s'inspirant de ce qu'il a vu auparavant, mais en produisant quelque chose d'unique et de différent. Nous verrons plus bas que GPT-4 s'en approche encore beaucoup plus, surtout en ce qui concerne les images et les vidéos ce qui n'est pas capable de faire la version 3.5.

C'est ainsi que ChatGPT peut, en un tour de main, compléter un email ou une lettre, répondre à une question posée sur un site Web ou même générer des idées créatives pour un projet. C'est un rédacteur et un créateur de contenu hors pair. Il peut rédiger une poésie ou une prose, écrire des nouvelles ou des histoires courtes sur des sujets variés.

Il peut tout aussi bien rédiger des articles de blog sur des sujets d'intérêt général, des conseils, des opinions ou des critiques. Il est capable de préparer des discours pour une occasion spéciale, comme une remise de prix ou une présentation professionnelle.

Il est tout aussi à l'aise pour rédiger des rapports et des essais académiques avec un texte structuré et argumenté comme tout travail universitaire ou de recherche. Il peut aisément préparer des Curriculum Vitae professionnels pour mettre en valeur les compétences et expériences professionnelles et rédiger des lettres de motivation.

Il peut alimenter les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, etc...) avec du contenu de qualité ou préparer des synopses et des pitches pour présenter un projet créatif ou entrepreneurial. Comme il est aussi capable de préparer et rédiger des documents didactiques pour enseigner une compétence ou un processus ou enfin écrire des biographies en racontant l'histoire d'une vie ou celle d'une personne inspirante. En fait, on devrait plutôt se demander qu'est qu'il ne peut pas faire ?

ChatGPT-4

GPT-3.5 a dernièrement évolué vers une version 4 plus avancée. GPT-4 aurait plus d'un trillion de paramètres soit plus de 500 fois plus que GPT-3.5. Alors que cette dernière est toujours disponible et gratuite, GPT-4 est par contre payante. La différence essentielle entre GPT-3.5 et GPT-4 réside dans la taille de leurs modèles respectifs et dans leurs données d'entraînement. Le modèle GPT-4 est beaucoup plus grand, ce qui signifie qu'il peut traiter des tâches plus complexes et générer des réponses plus précises. Cela est dû à un ensemble de données d'entraînement plus étendu, qui lui donne une base de connaissances plus large et une meilleure compréhension du contexte.

Grâce à chatGPT, l'IA va forcément être encore plus présente dans notre vie quotidienne. Les chatbots, les assistants vocaux et les agents conversationnels basés sur l'IA seront de plus en plus courants et naturellement installés dans toutes les unités connectées qui nous entourent, offrant une expérience utilisateur plus personnalisée et plus conviviale.

A suivre...

(*)Consultant senior en stratégie numérique
source : Care *Directeur relations institutionnelles et innovation, Covivio

[1] Pause Giant AI Experiments: An Open Letter - Future of Life Institute

"MAROCGATE"

Les lobbyistes marocains interdits d'accès à l'enceinte du Parlement européen

Les eurodéputés ont adopté lors d'une réunion à huis clos au Parlement européen, un nouvel ensemble de lignes directrices visant à interdire l'accès des lobbyistes marocains à l'enceinte de l'institution continentale, secouée depuis plusieurs mois par un vaste scandale de corruption dans lequel le Maroc est notamment embourbé, ont rapporté dimanche des médias.

DÉVELOPPEMENT
Réunion du Comité de pilotage pour la coopération entre la Mauritanie et le PNUD

Le secrétaire général du ministère de l'Economie et de la Promotion des Secteurs productifs, Yacoub Ould Ahmed Aïcha, a présidé, à Nouakchott, une réunion du comité de pilotage de la coopération entre le gouvernement mauritanien et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) en Mauritanie.

La réunion a pour but d'évaluer les réalisations accomplies au cours de l'année 2022, et de s'assurer de la validité points de vue identifiés de manière concertée.

Dans un mot, prononcé à cette occasion, le Secrétaire général a précisé que le Comité de pilotage est le mécanisme conjoint qui permet de rendre compte des engagements qui sont conformes aux priorités nationales identifiées par les programmes de la Stratégie de la croissance accélérée et de la prospérité partagée, le programme Taahoudaty de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, et des autres stratégies de développement.

Enfin, M. Ahmed Aïcha a souligné que l'existence de ce partenariat reflète la confiance mutuelle, et un esprit de collégialité et d'entente mutuelle. Pour sa part, la Représentante adjointe du PNUD, Mme Adama Diane Barry, a déclaré que le Comité espérait pouvoir catalyser l'accélération des transformations déjà entamées, en optimisant le potentiel numérique en tant que bond de développement inclusif.

Selon le média américain Politico, le document de quatre pages, marqué du sceau "Pour usage interne uniquement", indique que les lobbyistes marocains qui se sont enregistrés dans le registre de transparence sont interdits de l'enceinte du Parlement "par mesure de précaution à la lumière des procédures en cours".

Il souligne également que les députés européens ne seront pas autorisés à effectuer des voyages officiels au Maroc tant que l'enquête criminelle se poursuivra. Par ailleurs, les eurodéputés et membres du personnel sont priés de demander l'autorisation du Parlement européen pour inviter les diplomates des pays dans les locaux, et les législateurs doivent également informer la présidente du Parlement, Roberta Metsola, chaque fois qu'ils se rencontrent.

Les lignes directrices sont principalement conçues pour clarifier la situation des députés européens et donner à Metsola et aux hauts fonctionnaires un meilleur contrôle sur qui rencontre qui, dans le cadre d'une enquête pénale en cours en Belgique concernant les pots-de-vin du Maroc aux eurodéputés.

Leur adoption fait suite à des appels lancés en décembre 2022 et février 2023 par une majorité d'eurodéputés visant à exclure les lobbyistes marocains du Parlement européen.

"Cela conduira très probablement à une situation où ces règles seront officialisées à l'avenir", a déclaré un responsable du Parlement européen s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. "Nous devons savoir qui ils rencontrent et pourquoi ils se rencontrent. Je pense que tout le monde comprend que cela ne peut pas être comme avant", a-t-il ajouté. Pour rappel, dans le cadre de l'affaire de corruption ayant éclaboussé le Parlement européen, les enquêteurs belges ont mis la main sur 1,5 million d'euros en liquide, saisis aux domiciles de Pier Antonio Panzeri, ancien eurodéputé socialiste devenu dirigeant d'ONG et qui fait figure de personnage central dans cette histoire, et de l'eurodéputée socialiste grecque Eva Kaili, ainsi que dans une valise transportée par le père de celle-ci. Comme M. Panzeri, Mme Kaili a déjà été écrouée, de même que son compagnon, l'Italien Francesco Giorgi, assistant parlementaire, un autre Italien, Niccolò Figa-Talamanca, respon-

sable d'ONG et le Belge Marc Tarabella. Ils sont inculpés d'"appartenance à une organisation criminelle", "blanchiment d'argent" et "corruption". Francesco Giorgi aurait notamment expliqué aux juges que l'eurodéputé Andrea Cozzolino était impliqué dans cette affaire et a eu des contacts avec l'ambassadeur du Maroc à Varsovie, Abderrahim Atmoun, grâce à Panzeri, qui était le président de la commission Maghreb et qui avait ensuite passé le relais à Cozzolino. Acculé, Andrea Cozzolino a fini par démissionner de la commission parlementaire spéciale sur le programme Pegasus (logiciel espion utilisé notamment par le Maroc) et de la commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne. Dans la foulée des événements, l'eurodéputé italien a demandé à la commission du développement régional du Parlement européen de retirer une série de ses amendements, dont deux concernaient le Maroc. Cozzolino a été suspendu le 16 décembre du registre des membres et électeurs du Parti démocrate ainsi que de tous les postes au sein du parti après que son nom ait figuré dans l'enquête de la justice belge.

CONSTRUCTION ET MAINTENANCE NAVALE

La société algérienne Sakomas discute avec la Libye de la coopération

Le président du conseil d'administration de l'Autorité générale des pêches maritimes et le directeur du bureau de la coopération internationale au ministère libyen des Ressources marine ont reçu à Tripoli, le directeur général de la société algérienne Sakomas, Ben Oudja Nour Al-Islam.

Cette société est spécialisée dans la construction et l'entretien de navires et est membre de l'Association Algérienne pour la Pêche en Haute Mer. En marge de cette visite, une réunion a eu lieu au cours de laquelle les aspects de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la maintenance et de la construction de navires de pêche de

tous types ont été passés en revue. La possibilité d'établir un partenariat dans ce domaine et une coopération pour la création de centres de construction et d'entretien de navires de pêche dans les ports libyens, ainsi que l'échange d'expériences et de visites, ont également été discutés.

DANS LES RENCONTRES FMI-BANQUE MONDIALE

Le dossier de la Tunisie fait du surplace

Fort de l'appui politique de l'Italie, de la France et de l'Union européenne, le ministre de l'Economie et de la Planification et le gouverneur de la Banque centrale sont allés au pas de charge avec un mot d'ordre : ne pas rentrer bredouilles. Sauf qu'une hirondelle ne fait pas le printemps et tout ce qu'on a récolté jusque-là, ce ne sont que des promesses et des messages rassurants. Concrètement, on continue à faire du surplace et l'examen du dossier de la Tunisie est, encore une fois, renvoyé aux calendes grecques.

Le dossier de la Tunisie a occupé le devant de la scène dans les rencontres de printemps de la Banque mondiale et du FMI. Entre un marathon de rencontres avec les premiers responsables des deux institutions de Brettons-Wood et un ballet diplomatique avec les représentants des pays frères et amis qui ont leurs poids dans le marché financier international, le ministre de l'Economie et de la Planification et le gouverneur de la Banque centrale ne savent plus à quel saint se vouer pour glaner une lampée pour lubrifier les finances publiques et combler les besoins du budget de l'Etat.

Fort de l'appui politique de l'Italie, de la France et de l'Union européenne, les deux responsables sont allés au pas de charge avec un mot d'ordre : ne pas rentrer bredouilles. Sauf qu'une hirondelle ne fait pas le printemps et tout ce qu'on a récolté jusque-là, ce ne sont que des promesses et des messages rassurants. Concrètement, on continue à faire du surplace et l'examen du dossier de la Tunisie est, encore une fois, renvoyé aux calendes grecques. Pour-

tant, il est devenu aujourd'hui certain, à la lumière de nombreux indicateurs et données, que le pays fait face à une crise qui menace tous les aspects de la vie publique, y compris la paix sociale. En effet, outre les facteurs classiques de la crise économique dont souffre notre pays depuis longtemps, la Tunisie est aujourd'hui confrontée à un effondrement quasi total de son appareil productif dans plus d'un domaine et secteur, conjugué à une terrible baisse de l'épargne, et, par conséquent, l'absence d'investissement empêchant de la sorte l'économie nationale à créer de la richesse et des emplois. De plus, les équilibres des finances publiques sont presque rompus, et le taux d'endettement public s'est élevé à plus de 100% du produit intérieur brut, soit un taux sans précédent dans l'histoire de la Tunisie, en plus de proportions dangereuses du déficit budgétaire et celui de la balance commerciale, ce qui menace le pays d'un défaut de paiement de ses dettes et le dirigerait vers l'état de faillite. C'est ce qui fait trembler nos voisins européens qui, après avoir été des acteurs actifs dans ce blocage avec les bailleurs des fonds, se sont réveillés avec un mal de tête atroce quant aux conséquences ravageuses qui peuvent résulter du désespoir social généré par cette crise. Car in fine, ce sont les catégories sociales vulnérables et à faible revenu qui seront frontalement exposées puisque le pouvoir d'achat s'est détérioré, le chômage et la pauvreté dans leurs rangs ont augmenté et le phénomène de la migration irrégulière a explosé, comprenant notamment des familles entières avec des enfants mineurs, comme expression du blocage de l'horizon et de la situation.

AFRIQUE

Les performances de la majorité des 237 zones économiques spéciales demeurent en deçà des attentes

Epine dorsale des politiques nationales d'industrialisation, les zones économiques spéciales (ZES) se multiplient sur le continent. Malgré quelques réussites incontestables, le bilan de ces espaces où les règles commerciales sont plus libérales que celles qui s'appliquent au reste du territoire, demeure cependant très mitigé.

Le nombre de zones économiques spéciales (ZES) ne cesse d'augmenter en Afrique, mais leurs performances restent en deçà des objectifs fixés en termes d'industrialisation, d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) et de création d'emplois, selon un rapport publié en décembre dernier par le ministère sénégalais de l'Économie, du plan et de la coopération.

Le rapport précise que l'Afrique compte au total 237 ZES réparties sur 37 pays.

Les pays africains qui abritent le plus grand nombre de ces zones sont le Kenya (61), le Nigeria (38), l'Éthiopie (18), l'Égypte (10) et le Cameroun (9).

En ce qui concerne les domaines d'activités, les ZES africaines ne sont pas suffisamment spécialisées. 89% d'entre elles sont multisectorielles (agro-alimentaire, équipements et appareils, produits pharmaceutiques, etc.). Seuls l'Éthiopie (Hawassa/textile), le Gabon (Nkok/bois) et le Maroc (Tanger Med et Kénitra/industrie automobile et industrie aéronautique) ont jusqu'ici développé des zones spécifiques pour exploiter leurs avantages comparatifs

dans des secteurs bien déterminés. Définies comme étant des espaces géographiques délimités à l'intérieur des frontières d'un pays, qui offrent aux investisseurs des incitations fiscales (réduction ou la suppression des impôts), des infrastructures (terrains aménagés, bâtiments d'usine, services publics), un régime douanier spécial (exemption des intrants des droits de douane et de taxes) et des procédures administratives simplifiées par rapport à ce dont ils bénéficieraient normalement dans l'environnement national, les ZES doivent essentiellement leur notoriété aux pays asiatiques. Ces zones ont été en effet déterminantes dans le décollage économique de la Chine et d'autres dragons asiatiques comme la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour.

Les produits manufacturés représentent moins 25 % des exportations

La création des zones économiques spéciales, dans les années 80, dans des villes portuaires chinoises telles que Zhangzhou et Shenzhen a permis à l'empire du Milieu de transformer structurellement son économie, à travers la diversification et l'accroissement de ses exportations de produits manufacturés.

Selon la Banque mondiale, les ZES chinoises ont représenté au moins 22% du PIB, 46% des IDE et 60% des exportations au cours de ces dernières années. Elles ont également généré plus de 30 millions d'emplois et accéléré l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture et l'urbanisation du pays, tout en permettant un transfert des technologies, du savoir-faire technique et des compétences managériales.

Le rapport souligne dans ce cadre que les ZES africaines n'ont pas globalement réussi jusqu'ici à industrialiser les économies du continent. Entre 2015 et 2020, les produits manufacturés représentaient moins 25% des exportations africaines contre 61% des importations.

Des cas de succès ont été notés dans certains pays comme le Maroc, l'Éthiopie, l'Île Maurice ou Djibouti. Hormis ces quelques exceptions, les ZES du continent n'ont pas été performantes comparativement à celles de l'Asie et de l'Amérique latine, où elles ont joué un rôle clé dans l'attraction des IDE, l'industrialisation et la création d'emplois.

AFRIQUE DU SUD

Amazon va investir 1,7 milliard de dollars dans le cloud computing

Amazon Web Services souligne que ses investissements en Afrique du Sud durant la période 2018-2029 devraient contribuer à hauteur de 4,4 milliards de dollars au PIB du pays et générer un total de 5 700 emplois à temps plein.

Amazon Web Services (AWS), la branche dédiée au cloud computing du géant du web américain Amazon, a annoncé, jeudi 13 avril, qu'elle allait investir 1,7 milliard de dollars supplémentaires en Afrique du Sud, d'ici 2029.

Cette enveloppe fait partie d'un plus large programme d'investissement annoncé en 2018, a précisé l'entreprise dans l'étude d'impact de ses activités en Afrique du Sud.

Amazon Web Services a déjà investi environ 862 millions de dollars en Afrique du Sud entre 2018 et 2022. Baptisée AWS Africa, sa filiale sud-africaine propose des solutions cloud innovantes et à faible latence à une large palette de clients, dont les entreprises, les start-up, les organisations gouvernementales, les établissements éducatifs et les ONG.

Amazon Web Services a, d'autre part, indiqué que ses investissements en Afrique du Sud durant la période 2018-2029 devraient contribuer à hauteur de 4,4 milliards de dollars au PIB du pays. Cette contribution comprend notamment la valeur ajoutée provenant des services fournis au secteur des technologies de l'information local et les dépenses nationales en biens et services liées à la construction et à l'exploitation des Data centers.

Les investissements d'Amazon Web Services dans le pays le plus industrialisé du continent devraient également générer un total de 5 700 emplois à temps plein entre 2018 et 2029.

Lancée en 2006, Amazon Web Services regroupe plus de 100 services répartis en diverses catégories telles que le stockage cloud, la puissance de calcul, l'analyse de données, l'intelligence artificielle et le développement de jeux vidéo.

RÉSULTATS COMPARÉS DE LA BEAC ET DE LA BCEAO QUI GÈRE ELLE-MÊME SES RÉSERVES DE CHANGE

Les leçons à tirer

Voilà déjà deux ans que la banque centrale de l'UEMOA a retiré ses avoirs du compte des opérations qui était logé dans le Trésor public français et leurs gestions n'est toujours pas rentable. En zone CEMAC, la BEAC continue de jouir des rendements garantis, mais tout bien mesuré, le résultat final semble à l'avantage de la BCEAO. Les résultats financiers de l'année 2022 des banques centrales de la CEMAC et l'UEMOA qui ont en commun l'utilisation du Franc CFA, fait ressortir que la reprise par les pays de l'Afrique de l'Ouest de la part des réserves de change qui étaient logées dans le compte des opérations auprès du Trésor public en France, ne leur est pas encore profitable. Les deux sous-régions ont pourtant accru leurs cours de ces ressources sur la période analysée.

Pour ces ressources qui sont inscrites dans la catégorie du « portefeuille titres », la BCEAO a annoncé un résultat net négatif (-25,4 milliards de FCFA), contre un gain de 13,2 milliards de FCFA en 2021, qui était déjà en baisse comparé à celui de l'année précédente. Dans le même temps, les avoirs placés par la BEAC sur le compte des opérations du trésor public en France lui ont rapporté des revenus d'intérêt de l'ordre de 43 milliards de FCFA, en hausse de 246,7% par rapport à celui de la même période en 2021.

Un portefeuille titres peu rentable pour la BCEAO

Dans le cadre de la BCEAO on note que, dans la gestion de ses réserves de change, elle a connu une baisse de 50% de ses avoirs dans les comptes des banques de correspondance, principalement en Europe, passant de 3800 milliards de FCFA à seulement 1942 milliards de FCFA. Les raisons de cette baisse ne sont pas évoquées.

Une hypothèse forte est que la banque centrale a voulu compenser ce recul en accordant des prêts supplémentaires de 2,3 milliards de euros à des pays européens, pour des matu-

rités majoritairement supérieures à 5 ans. Seulement, l'institution a investi une part importante de ces ressources sur des titres à coût amorti, qui les protège contre des risques immédiats de changement des taux d'intérêt, tout en générant des revenus. Le choix a eu un impact direct positif, puisque les revenus de cette catégorie de produits financiers ont rapporté 19 milliards de FCFA à la BCEAO, en hausse de 23% comparé à ceux de 2021. Mais le fait d'avoir presque désinvesti sur les titres évalués à la juste valeur, ont fait reculer les revenus de cette catégorie de produits de près de 9 milliards.

Avec des charges (non expliquées) sur le portefeuille titre qui ont augmenté de 236%, la marge nette de ces produits a été de seulement 11,7 milliards de FCFA, contre 26 milliards en 2021. Dans ce contexte, la BCEAO n'est pas parvenue à générer une marge nette positive sur ses placements d'autant que ses pertes latentes sur titres d'investissement sont restées stables à 47 milliards de FCFA.

Un compte des opérations dont la rentabilité s'est accrue pour la BEAC

La BEAC pour sa part n'a pas eu à subir le stress des placements. Ses avoirs dans le compte des opérations en France ont augmenté tout au long de l'année, passant de 4000 milliards de FCFA à la fin du premier semestre 2022, à 5500 milliards de FCFA à la fin de l'année. Dans le même temps, le niveau de rémunération de ce placement a continué de progresser.

Selon les accords de coopération monétaire avec la France, qui sont encore pleinement en vigueur dans cette sous-région, le compte des opérations paie un intérêt de 0,75%, lorsque les taux de la Banque Centrale Européenne sont inférieurs à ce dernier chiffre. Mais lorsque se produit l'inverse, le compte des opérations paie au moins 1%. Or, principalement sur les 3e et 4e trimestre 2022, les rendements moyens sur ce placement ont rapporté entre 1,4% et 2,48%, et ce sont aussi

les périodes où les réserves placées ont le plus augmenté.

« A compter du 21 décembre 2022, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est de 2,50 % et le taux de la facilité de prêt marginal de 2,75 % contre respectivement 0,00% et 0,25% en 2021. Ces deux taux rémunèrent respectivement le compte spécial de nivellement et le compte d'opérations », explique la Banque centrale commentant ces chiffres.

La BCEAO gagnante finale, avec de la flexibilité monétaire en plus

Au final, la BCEAO a été plus rentable que la BEAC, avec un bénéfice net de l'exercice de près de 126 milliards de FCFA (contre 114 milliards de FCFA pour sa jumelle). L'institution ouest africaine a tiré profit d'une hausse record du revenu des activités avec le Fonds Monétaire International, et surtout d'un marché monétaire intérieur plus dynamique et donc plus rentable que celui de la CEMAC. Aussi, même si les placements de certains avoirs en devises de la BCEAO tardent à générer des rendements nets positifs, cela peut encore être attribuable à une conjoncture très volatile sur les principaux marchés où sont investies ces ressources.

La BEAC elle peut profiter de rendements plus stables et plus élevés, mais elle perd au change en autonomie et en flexibilité. Le débat sur la pertinence du franc CFA continue d'alimenter les discussions. L'UEMOA prouve qu'on peut conserver la garantie, en ayant plus de flexibilité sur la gestion des réserves de changes, et par conséquent plus d'autonomie. Mais jusqu'ici, le prix à payer s'accumule négativement.

En zone CEMAC, on en est encore à la réflexion et divers scénarios sont évoqués. Mais pour l'instant, la sous-région peut encore profiter de l'amélioration des taux sur la rémunération de ses dépôts, contre moins de flexibilité, et un contrôle toujours présent des autorités monétaires françaises.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

ÉTATS-UNIS

Les sanctions, un «risque» limité pour le dollar, selon la secrétaire américaine au Trésor

Les sanctions économiques imposées, à la Russie notamment, par les États-Unis, posent un «risque» pour l'hégémonie du dollar, les pays visés essayant de trouver une alternative, a reconnu dimanche la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen, estimant cependant qu'il leur sera difficile d'y parvenir.

«Il y a un risque quand on utilise des sanctions financières qui sont liées au rôle du dollar (...), qu'à terme cela puisse saper l'hégémonie du dollar», a souligné la ministre de l'Économie et des Finances de Joe Biden, lors d'une interview sur CNN, interrogée sur l'usage du billet vert comme arme.

«Bien sûr, cela crée une volonté de la part de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de trouver une alternative. Mais les raisons pour lesquelles le dollar est utilisé comme monnaie mondiale rendent difficile pour d'autres pays de trouver une alternative avec les mêmes propriétés», a-t-elle ajouté. «Nous avons des marchés de capitaux et un état de droit très solide qui sont essentiels dans une monnaie utilisée à l'échelle mondiale pour les transactions. Et nous n'avons vu aucun autre pays qui possède (...) une infrastructure institutionnelle qui permettrait à sa monnaie de servir le monde comme ça», a encore dit Janet Yellen.

D'autant plus que les sanctions économiques sont «un outil extrêmement important», également utilisées contre la Russie par les pays alliés, dans le cadre d'«une coalition de partenaires agissant ensemble».

Par ailleurs, interrogée sur la possibilité d'utiliser les fonds gelés de la banque centrale russe pour reconstruire l'Ukraine,

Janet Yellen a estimé que «la Russie devrait payer pour les dommages qu'elle a causés à l'Ukraine». Mais «il y a des contraintes légales sur ce que nous pouvons faire avec les avoirs russes gelés, et nous discutons avec nos partenaires de ce qui pourrait être fait à l'avenir».

Aux États-Unis, le Congrès se penche sur la manière dont la loi américaine pourrait être changée pour permettre des confiscations permanentes, mais l'administration Biden reste prudente.

Les alliés occidentaux ont gelé pour plus de 300 milliards d'euros d'actifs de la Banque centrale russe et plusieurs dizaines de milliards d'euros de biens divers appartenant à des personnes (19 milliards provenant des oligarques russes) ou des entités russes sanctionnées.

Les États-Unis et l'Union européenne ont lancé des réflexions pour savoir si et comment ils peuvent utiliser les avoirs russes gelés pour la reconstruction de l'Ukraine. «Rien n'est simple», avait reconnu fin mars le haut fonctionnaire suédois Anders Ahnliid lors d'un entretien à Stockholm lors d'un entretien accordé à l'AFP. «Il est difficile de trouver les moyens légaux qui soient acceptables», avait expliqué le chef du groupe de travail de l'UE, qui s'est réuni pour la première fois mi-mars. Des citoyens russes visés par les sanctions contestent actuellement en justice le bien-fondé des sanctions les vi-

sant. Dans un cas emblématique, le Tribunal de l'UE a suspendu début mars une partie des sanctions visant le pilote russe de Formule 1 Nikita Mazepin, fils du propriétaire et PDG du fabricant de produits chimiques Uralchem.

«Cela prouve que notre Union européenne est fondée sur l'État de droit», souligne Anders Ahnliid sur ces recours. C'est la première fois dans l'histoire que l'Union ne se contente pas de geler des avoirs, mais compte bien les saisir et en redistribuer le capital ou au moins les intérêts. Même au niveau mondial, les précédents sont rares, en dehors par exemple d'avoirs irakiens saisis par les États-Unis à l'époque de Saddam Hussein, selon Anders Ahnliid.

Nommé le mois dernier, le Suédois ne se risque pas à donner un calendrier pour le versement du premier chèque à Kiev prélevé sur les avoirs russes. «Nous espérons obtenir des résultats durant notre présidence» suédoise de l'UE, qui s'achève fin juin, avait-il fait valoir.

«Mais ce sont des dossiers compliqués. Il y aura des aspects de court terme et de long terme», avait souligné le diplomate suédois. Dans le cas d'avoirs privés, les garde-fous juridiques font que les États occidentaux sont autorisés à les confisquer de manière permanente dans des circonstances très limitées : en général quand il peut être prouvé qu'ils sont le produit d'activités criminelles.

ITALIE

Inflation revue à la baisse en mars, à 7,6% sur un an

La hausse des prix en Italie a ralenti nettement en mars, passant à 7,6% sur un an, contre 9,1% en février, selon des données définitives publiées lundi par l'Institut national de la statistique (Istat). L'inflation, qui a freiné grâce à la poursuite de l'accalmie sur les tarifs de l'énergie, a été ainsi revue à la baisse par l'institut qui l'avait estimée auparavant à 7,7%. Sur un mois, les prix à la consommation ont même reculé, cédant 0,4%, selon ces chiffres révisés. L'indice d'inflation calculé selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) est cependant supérieur au taux national, atteignant 8,1% en mars sur un an, contre 9,8% en février.

L'inflation en Italie reste ainsi plus élevée que celle de la zone euro, qui a reculé à 6,9% en mars, grâce au coup de frein sur les tarifs de l'énergie. Les tarifs des biens énergétiques réglementés ont chuté de 20,3% sur un an, après avoir baissé de 16,4% en février. Les prix des biens énergétiques non réglementés ont ralenti leur hausse à 18,9%, contre +40,8% le mois précédent.

À l'inverse, les produits alimentaires non transformés (de +8,7% à +9,1%) ont accéléré leur hausse, tout comme les prix des services culturels et de soins à la personne (de +6,1% à +6,3%) et du tabac (+1,8% à +2,5%). L'inflation devrait redescendre à 5,3% cette année, après avoir atteint 8,7% en 2022, selon les dernières prévisions de la Banque d'Italie.

BCE

L'heure n'est pas à la baisse des taux, prévient Christine Lagarde

La présidente de la BCE a rappelé que l'institution financière ne prévoyait pas de baisse des taux directeurs. Du fait des récents événements qui ont perturbé le secteur bancaire, Christine Lagarde a évoqué le risque d'un resserrement des conditions de crédit par les banques. Toutefois, elle s'est montrée optimiste quant à l'évolution de l'économie mondiale.

Nous n'avons pas à réduire (les taux). Nous verrons. Parce que nous devons vraiment mesurer ce qui sortira de ces récents événements financiers», a tranché Christine Lagarde, dimanche. La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), qui s'exprimait sur la chaîne CNN, évoquait la récente crise bancaire marquée notamment par la faillite de la banque américaine SVB, mais aussi le rachat de Credit Suisse par le groupe bancaire UBS.

Une inquiétude persiste toutefois : que ces événements mènent à un resserrement des conditions de crédit par les banques aux ménages et aux entreprises. «Quel impact [les événements financiers] auront-ils ? Comment les banques vont-elles réagir ? Comment vont-elles évaluer le risque ? et continuer à prêter de l'argent aux entreprises et aux ménages, s'est ainsi interrogée Christine Lagarde. «Si elles ne prêtent pas trop et qu'elles gèrent leur risque, cela pourrait diminuer notre travail pour réduire l'inflation (...). Mais si elles resserrent trop le crédit, cela pesera excessivement sur la croissance», a-t-elle détaillé.

Risque d'un resserrement des conditions de crédit

La semaine dernière, le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, a alerté à ce sujet pointant le fait que, selon certains analystes, un resserrement des conditions de crédit lié aux turbulences du secteur bancaire «pourrait correspondre à une hausse du taux d'environ 25 à 75 points de base». Il a donc estimé que «compte tenu de l'incertitude (...), nous devons être prudents», jugeant nécessaire de «recueillir d'autres données et de faire attention à ne pas augmenter les taux de manière trop agressive».

À l'inverse, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen avait, elle, affirmé ne pas avoir «vu de preuve, à ce stade, d'un resserrement des conditions de crédit, bien que cela soit une possibilité». «Notre système bancaire reste solide et résilient», avait-elle martelé lors d'une conférence de presse organisée en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale qui se déroulent cette semaine à Washington et «l'économie américaine se porte exceptionnellement bien». Et de conclure : «Je ne m'attends donc pas à un ralentissement de l'économie, même si bien sûr cela reste un risque».

S'exprimant elle aussi dans le même cadre de ces réunions de printemps, Christine Lagarde s'est montrée optimiste sur les perspectives de l'économie mondiale : «Il y a une reprise. C'est, je pense, un point qui n'était pas évident il y a seulement six mois lorsque nous anticipions tous une récession, ne serait-ce que technique», a-t-elle assuré, ajoutant cependant que «le chemin est étroit, ce qui exige que les gouvernements et les banques centrales du monde entier adoptent les

bonnes politiques». Elle a également averti sur les risques d'une fragmentation de l'économie mondiale en deux blocs, l'un tourné vers les États-Unis, l'autre vers la Chine : «le découplage et une bipolarisation du monde conduiraient à moins de croissance économique, moins de prospérité dans le monde, plus de pauvreté. (...) C'est quelque chose qu'il faut absolument éviter».

Enfin, la présidente de la BCE s'est alarmée des conséquences mondiales d'un défaut de paiement des États-Unis, si le Congrès américain ne parvient pas à relever le plafond de la dette. Les États-Unis doivent régulièrement augmenter, via un vote du Congrès, la capacité d'endettement du gouvernement, un vote de plus en plus politisé. Le président américain, Joe Biden, est, ainsi, accusé par l'opposition républicaine d'être responsable de la forte inflation et de «refuser de négocier sur des changements importants concernant les dépenses de l'État, qui sont hors de contrôle». C'est ce qu'a pointé du doigt le président républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy dans une lettre adressée au chef de l'État à propos du budget américain et du relèvement du plafond de la dette américaine. De nombreux ténors républicains demandent à Joe Biden, comme condition préalable pour relever ce plafond, de couper dans les dépenses de l'État fédéral.

Dans sa réponse, le président américain a, lui, exhorté Kevin McCarthy à publier une proposition détaillée du budget voulu par les républicains, tout en appelant de nouveau le parti d'opposition à approuver le relèvement du plafond de la dette pour que les États-Unis ne se retrouvent pas en situation de défaut de paiement en juin, ce qui, selon des économistes, pourrait faire vaciller l'économie mondiale.

La conversation sur le budget «doit être distincte d'une action prompte du Congrès pour remplir son obligation élémentaire de payer les factures de la nation et d'éviter une catastrophe économique», a souligné Joe Biden dans sa lettre, publiée mardi soir sur son compte Twitter. «Ils mettent notre économie en danger en refusant de payer les factures du pays», avait aussi déclaré le président plus tôt dans la journée en Caroline du Nord. En effet, sans accord entre républicains et démocrates, les États-Unis pourraient être placés en défaut de paiement dès cet été, une situation inédite.

«Je ne peux tout simplement pas croire qu'ils laisseraient se produire un désastre aussi grave. (...) Je comprends la politique, j'ai moi-même été politique. Mais il y a un moment où l'intérêt supérieur d'une nation doit prévaloir», a, de son côté, alerté Christine Lagarde, qui a été ministre de l'Économie en France.

UN BAIN D'HUILE

Pour refroidir les data centers de façon plus verte

Le groupe mayennais Numains démarre la commercialisation de ses cuves innovantes, dans lesquelles les serveurs sont plongés pour les refroidir.

La cuve contient plusieurs centaines de litres de fluide diélectrique, dans lequel on plonge les serveurs. — Hyperion

Hyperion mise sur la technologie naissante de l'immersion pour refroidir les data centers.

En plus de réduire sa consommation d'électricité et d'eau en se passant de climatiser, elle permet de récupérer plus facilement la chaleur.

Une énorme cuve en inox remplie d'huile. Voilà le drôle d'équipement qui pourrait se déployer dans les prochaines années chez les entreprises ou collectivités disposant d'un important parc informatique. Ici, pas question de cuisiner des frites mais bien de s'attaquer à un problème très énergivore, le refroidissement des data centers, alors que le numérique est déjà responsable de 2,5 % de l'em-

preinte carbone de la France selon une récente étude de l'Ademe et l'Arcep. Alors que les start-up rivalisent d'idées pour refroidir ces serveurs le plus efficacement possible, Hyperion mise sur la technologie naissante de l'immersion grâce à une sorte d'énorme aquarium, de 600 à 900 litres. « On va plonger le serveur dans ce qu'on appelle vulgairement de l'huile, qui est en réalité un fluide diélectrique et biodégradable, explique Xavier Colas, responsable des projets stratégiques au groupe mayennais Numains. Ce liquide a des caractéristiques particulières, et notamment celle de ne pas conduire l'électricité. »

Autre gros atout : pas besoin de climatiseur pour refroidir les salles, avec la promesse d'un gros gain sur la facture d'électricité qui serait divisée par deux, mais aussi d'une très faible consommation d'eau. Et cette solution se veut carrément

vertueuse puisque « 90 % de la chaleur peut ensuite être récupérée, plutôt que de la dissiper bêtement », assure Xavier Colas qui se félicite d'avoir relevé ce défi technique, après une année de tests.

La corrosion limitée

« Avec un échangeur thermique, on peut ainsi réinjecter de l'eau chaude pour soulager la chaudière d'un bâtiment, poursuit le responsable, dont les équipes se répartissent entre Laval et Vannes. De premiers clients, des PME et des collectivités engagées en matière de RSE, se sont déjà manifestés. Il y a aussi ces personnes qui rénovent un moulin : elles veulent fédérer les besoins des entreprises environnantes en matière d'hébergement de données, ce qui pourrait permettre de chauffer les gîtes qu'elles comptent aménager. »

Des robots autonomes finiront-ils par remplacer les livreurs dans nos villes ?

Les robots autonomes ont l'avantage de pouvoir accéder à des zones interdites aux camionnettes. Des recherches récentes ont montré que les livraisons par des robots autonomes peuvent être très efficaces d'un point de vue opérationnel, selon notre partenaire The Conversation.

Un nouveau véhicule de livraison robotisé de restauration rapide a ainsi été testé en 2021 à Shanghai, en Chine.

Cette analyse a été menée par Jakob Puchinger, professeur en Supply Chain Management et Logistique à l'École de Management de Normandie (EM Normandie).

Les villes grandissent en nombre d'habitants et en taille géographique, ce qui pose des défis majeurs en termes d'habitabilité, d'écologie et d'accessibilité. Selon les prévisions actuelles, l'activité totale du secteur de transport va ainsi être multipliée par 2,3 pour les personnes et de 2,6 pour les biens entre 2015 et 2050. La pollution ainsi que les effets néfastes pour la santé liés au transport routier devraient en outre concerner la plupart des grandes villes du monde.

Depuis 2017, des avancements technologiques ont permis de mener certaines expérimentations. L'un des premiers exemples fut la livraison de pizzas par drones. Des engins volants ont ensuite été testés aux États-Unis par le géant de l'e-commerce Amazon dans des zones suburbaines ou rurales. Des drones basés sur des camionnettes ont également été proposés pour augmenter l'efficacité du système de livraisons dans des zones où les points de livraisons sont espacés.

En parallèle, des robots autonomes roulants ont été testés en milieu urbain où une utilisation significative de drones reste trop dangereuse en cas de chute de l'engin. Par exemple, un nouveau véhicule de livraison robotisé de restauration rapide a été testé en 2021 à Shanghai, en Chine. Les clients pouvaient choisir et même payer leur repas directement auprès du véhicule.

Risque moindre d'accident

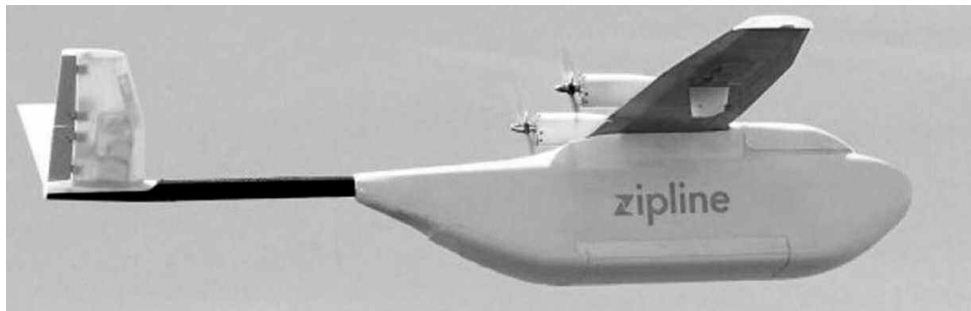
Dans ces zones denses, notre recherche récente a montré que des livraisons par ces robots autonomes peuvent être très efficaces d'un point de vue opérationnel. Ces véhicules, dont la vitesse varie typiquement entre 5 à environ 50 km/h qui peuvent transporter entre 10 et 150 kilogrammes avec une autonomie de 6 à 80 kilomètres sont en effet généralement plus petits, plus lents, plus silencieux et plus propres que les voitures ou les scooters. D'autres chercheurs ont même trouvé que la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ pouvaient être considérablement réduites dans les zones urbaines grâce à ce type de livraisons autonomes.

Dans une partie de notre étude réalisée dans la ville de Xi'an en Chine, nous avons effectué une analyse approfondie de la planification opérationnelle de ces livraisons par robots autonomes contrôlés à distance et reliés à des opérateurs distants. Selon nos résultats, un tel système permet une réduction des coûts de plus de 10 % par rapport à des approches de livraison plus classiques.

Dans notre système simulé, les robots sont transportés proche de zones de livraison par les camionnettes, permettant ainsi de dépasser les limites d'autonomie et les vitesses basses des robots. Ils sont ensuite déployés dans certaines zones de la ville inaccessibles aux voitures, comme les campus ou les zones piétonnes, où ils présentent un risque moindre d'accident. Les robots reviennent ensuite à la camionnette qui les réalimente en électricité (recharge ou changement de batterie) puis reprennent des colis pour de nouvelles livraisons.

POUR LIVRER DES COLIS

La société Zipline met au point un nouveau drone



D'ici à 2025, l'entreprise estime qu'elle effectuera plus de vols annuels que la plupart des compagnies aériennes. Ce nouveau drone est plus rapide que le modèle précédent et nécessite une surface bien plus petite pour atterrir. Illustration. Ce nouveau drone est plus rapide que le modèle précédent et nécessite une surface bien plus petite pour atterrir. Illustration.

StockSnap / Pixabay

Moins coûteux et polluants que les moyens de transport classiques, les drones sont de plus en plus utilisés pour effectuer des livraisons de colis. Zipline, une entreprise spécialiste en la matière, a présenté ce mercredi un nouveau dispositif qui permet de livrer dans des villes plus denses que

jusqu'à présent, et donc, à terme, de toucher beaucoup plus de marchés. Le nouveau drone, P2, a des hélices qui lui permettent de s'immobiliser dans les airs. Une fois arrivé à destination, il libère un autre appareil, baptisé « droid », une sorte de mini-drone à hélices qui contient le paquet à livrer, et est capable d'atterrir et de décoller verticalement.

Plus petit et plus rapide

L'entreprise américaine espère ainsi réaliser des livraisons « très silencieuses et très précises, même en cas de vents forts, même quand le vent arrache les feuilles des arbres », a expliqué Joseph Mardall, le directeur de l'ingénierie. « Vous ne remarquerez même pas que nous ne sommes là, et c'est la clef de notre succès, être invisibles », a-t-il ajouté.

L'APPLE WATCH

Elle pourrait un jour mesurer la glycémie sans piqûre

Les montres connectées sont capables de suivre votre activité physique quotidienne, vous renseigner sur votre poids, votre taux d'oxygène dans le sang ou encore votre pression artérielle. Elles pourraient bientôt afficher la glycémie. Selon un article de Bloomberg relayé par BFM TV, Apple travaillerait sur ce sujet avec un procédé non invasif qui pourrait venir en aide aux personnes diabétiques. La solution imaginée, intégrée à l'Apple Watch, présente l'avantage de mesurer la quantité de glucose dans le corps d'une personne sans prendre aucune goutte de sang. Les personnes diabétiques n'auraient ainsi plus besoin de se piquer.

Un système de laser

Pour déterminer le taux de glucose dans le sang, Apple s'empare du procédé de spec-

troscopie d'absorption optique. Un système de laser permet ainsi d'estimer la concentration de glucose en atteignant une zone sous la peau. Un algorithme se charge ensuite de calculer la glycémie.

Apple devrait bientôt pouvoir commercialiser un moniteur de glycémie. Surtout, la firme américaine pourrait à terme intégrer le procédé aux futures Apple Watch. La montre connectée, qui réalise déjà de nombreuses mesures, pourrait ainsi anticiper l'apparition du diabète chez les utilisateurs, leur permettant d'enrayer ou de retarder la maladie.

Hyperion, qui vient de lancer la commercialisation de ses cuves fabriquées en France, espère en déployer « plusieurs dizaines d'unités » dans l'Hexagone dans les trois prochaines années. Dans un

deuxième temps, l'hébergeur se voit bien faire son trou à l'international, et notamment dans les pays chauds et humides. « En plus de s'inscrire sur la problématique mondiale des coûts de l'énergie, le fluide que l'on utilise limite la corrosion du matériel, vante Xavier Colas. On a moins de pannes, des équipements plus durables. » Alors que plusieurs sociétés misent sur cette technologie de l'immersion, avec même l'utilisation d'huile de cuisson recyclée, Hyperion a « la prétention que l'ingénierie très poussée ait permis de développer la solution la plus performante qui existe aujourd'hui. »

Cloud responsable, sites éco-conçus, slow tech... Les entreprises ont-elles les moyens de penser numérique raisonnable?

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1											■									
2				■						■								■		
3					■							■				■				
4			■					■						■			■			
5					■					■								■		
6											■									
7			■				■					■					■			■
8				■				■		■		■				■			■	
9	■					■			■		■						■			■
10										■			■		■					
11								■							■					■
12			■										■							
13										■		■						■		
14		■				■		■											■	
15											■	■	■	■	■	■				
16						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■			■	
17										■						■				
18	■			■				■									■			■
19			■								■					■				
20									■		■							■		■

Horizontalement

1 Musée très parisien.- C'est le 1 vertical dans son ensemble.2 Sa perte selon Bécaud est lourde à porter.- Matière étanche.- Sentence.- Plante à Noé.3 Tribunal du Saint-Siège.- Beau pour Lagaffe.- Identique.- Se lance ou se relève.4 Lettre grecque.- On peut en donner.- Célèbre ' Jojo '.- Son magicien est un charlatan.- Argile.5 La v.o. y est fréquente.- Emette.- Garde au chaud ou au frais.- Collé au mur.6 Organisatrice du 1 vertical.- Construites à la perfection.7 Riche symbole.- Mauvais service.- Né de ...- Les ignorer donne tort.- Parti politique.8 Hallucinogène.- Sert de conducteur au mouvement.- Sans nourriture (à).- N'a jamais le feu au c.9 Rétro ventilé.- Inversé : République fédérale allemande.- Bons ou vilains.- Rempart anti manif.10 Attraction halieutique.- Vieux grigou.- Surveillés attentivement.11 Rappel du pugiliste.- Un peu acide.- Devoir du goal.12 Prénom phonétique.- Temps immémoriaux.- Conduisent des quadrupèdes.13 Protègerait les gamelles.- Il y en a de galantes.- Assimilé.14 Accessoires de flambeur.- Matériels de cordon bleu.15 Ebauche d'usinage.- Endroits propices aux veillées.- Sous le manteau.16 Hameaux exotiques.- Feuille, portugaise ...etc.17 Qui provoque un dégoût moral.- Sorti du rang.- Rajoute deux points au par.18 Inversé : quinze.- Sur le calendrier.- Feraient disparaître.- Un allemand.19 Note.- Retenus pour une cause.- Ensemble de règles.- Vivant.20 Toxiques alcaloïdes.- Abhorrée.

Verticalement

1 Fête populaire profane.- Participe souvent au ' précédent '.- Degré.2 Façon de traiter sa promesse.- Indo-européens.3 Se gondole.- Au centre de l'Etna.- Une belle botte.- Signent une fin de carrière.4 Sortie de torpeur.- Divagations.- Porteur de fièvre.5 Gangster de Chicago intime.- Résistances à la rupture.- Capté un effluve.6 Celle d'un passeport est limitée.- Huitième fils de Jacob.- Qui en prend va loin.7 Absence de mouvements coordonnés.- Pesterait.- Terre.8 Circule à l'Est.- Se charge les sinus.- Conjonction.- Ossements.9 Etudes minutieuses.- Localise.- Trompés sur la marchandise.10 Béryllium.- Cardinal.- Période chaude.- Société suisse de radiodiffusion.11 Roupille.- Mettent en sûreté.- La troisième du système.12 Note.- Fait appel.- Couvre-lits.- Consommait.13 Contemporaines.- Caractère d'injustice extrême.14 Patronne de spécialité.- Teufs d'aristo !- Facteurs de rides.- Erodées.15 Personnage de la commedia dell'arte.- Chilienne.16 Révolution.- Jardins riches d'espèces diverses.- Qui forme une suite.- Premier repas.17 Nid d'espion.- Fit faire connaissance.- Guide de tire-ligne.18 Engagements véloces.- Les aromates font son fond.- Tint séance.19 Propres au 1 vertical.- La joie les dilatent.- Super sinistre y fut ado (Autriche).20 Rasés de près.- Hubert Bonisseur de la Bath.- Sans aucun doute.

ACURA L'INTEGRA TYPE S

Elle entre en scène avec une recette largement inspirée de la Civic Type R

Acura a publié cette semaine l'essentiel des données techniques ainsi que les premières images de sa toute nouvelle Acura Integra Type S avant sa première sortie publique prévue cette fin de semaine au Grand Prix IndyCar de Long Beach.

Comme on s'y attendait, cette nouvelle compacte sportive de luxe cible les puristes avec une boîte manuelle à six rapports de série et une recette largement empruntée à la Honda Civic Type R. Le cœur battant sous le capot dans lequel est découpé un grand extracteur d'air est ainsi le même quatre-cylindre de 2 L tur-

bocompressé de la cousine. Dans son cas, la puissance est poussée à 320 ch, un petit 5 ch de plus que la Type R, et le couple est identique à 310 lb-pi. Cette cavalerie entraîne les rues avant uniquement et la ruade est contenue par un différentiel à glissement limité. Cette Acura dispose aussi de l'amortissement adaptatif. Les trois pots d'échappement de l'Acura Integra

Type S 2024 trahissent la proche parenté avec la Honda Civic Type R. À l'instar de la Civic Type R, ses ailes galbées traduisent l'élargissement des voies en comparaison à la livrée de série. Elles augmentent de 89 mm à l'avant et de 48 mm à l'arrière. Les ouvertures dans le bouclier avant nettement plus grandes exposent une plus grande sensibilité à la gestion

thermique. Acura estime qu'elles augmentent le flux d'air avalé de 170 %. Du reste notons la présence d'un habitacle en apparence plus cosu qui intègre des baquets et un volant chauffant à l'avant, des éléments non présents chez la Civic Type R. Malgré ce luxe un peu plus abouti, l'Integra pèse à peine 14 kg de plus que la Civic.

Les nouveautés automobiles hybrides



La technologie hybride accompagne en douceur l'automobiliste vers l'âge du tout-électrique. Présenté dans sa forme conceptuelle au Salon de Genève 2019, l'Alfa Romeo Tonale (prononcez Tonalé, comme les Italiens) fait son entrée sur le marché canadien ce printemps. Au Canada cet utilitaire italien proposera les mêmes choix mécaniques que la Hornet (une à essence, l'autre hybride). Une bonne idée dans la mesure où la fée électrique lui assure plus de tonus à l'accélération et de plus grandes économies à la pompe. N'ajustez pas votre appareil, oui, le Dodge Hornet a de nombreuses similarités avec l'Alfa Romeo. Ils partagent la même chaîne d'assemblage en Italie. Ici s'arrêtent les ressemblances. Dodge a veillé à adapter le Hornet aux goûts et aux désirs de sa clientèle, mais aussi au positionnement de ce véhicule sur le marché. Contrairement au Tonale, le Hornet propose le choix entre une mécanique à essence (2 L) et une autre hybride. Cette dernière, de l'aveu même des représentants de la marque, sera de loin la plus prisée des consommateurs, surtout au Québec où elle sera admissible aux remises des gouvernements (provincial et fédéral).

Un hybride chez Mazda
Mazda soulève également son capot à une motorisation hybride cette saison. Le CX-90, un utilitaire comptant trois rangées de sièges, en est le premier bénéficiaire. Au moteur quatre cylindres de 2,5 L se jumelle une unité de puissance électrique. Cette dernière s'alimente auprès d'une batterie d'une capacité brute de 17,8 kWh capable de lui assurer une autonomie de quelque 42 km, ce qui devrait permettre une consommation moyenne inférieure à 9 L/100. Un propulseur que Mazda associe à une boîte automatique dépourvue d'un convertisseur de couple. Comptant huit rapports, cette transmission a entièrement été conçue par Mazda.

Mazda CX-90 hybride
Deux autres mécaniques (un six-cylindres en ligne de 3 L) seront également proposées. L'une produit 280 ch, l'autre 340. Toutes deux sont dotées d'une hybridation légère. En effet, un petit moteur électrique alimenté ici par une batterie de 48 V permet de lisser les montées en régime et contribuera à contenir la quantité de carburant consommée. Ce moteurs se recharge lors des phases de freinage ou de ralentissement pour restituer l'énergie

stockée à un alternodémarrateur pendant les accélérations. En outre, cette technologie permet de réduire les émissions de CO₂. L'autre originalité de ce modèle réside dans son architecture. Bien que celle-ci, au Canada à tout le moins, bénéficiera d'un mode d'entraînement à quatre roues motrices, cette plateforme a initialement été conçue pour entraîner les roues arrière (propulsion). Elle a aussi la particularité d'installer la mécanique en position longitudinale dans le but d'obtenir une répartition idéale des masses et de contenir les mouvements de caisse. Tous les ingrédients nécessaires pour préserver le culte – hélas en voie de disparition – de la conduite automobile.

Toyota Prius remodelée
La mère de toutes les hybrides, la Prius de Toyota, fait peau neuve cette année. L'ordre fut donné aux stylistes de l'habiller cette fois d'une carrosserie aux formes plus consensuelles afin d'élargir son public. Au-delà des lignes extérieures, on retiendra surtout que la déclinaison Prime (hybride rechargeable) bénéficie désormais d'une autonomie électrique de 70 km. Cela représente une augmentation de 75 % par rapport à la mouture

MAZDA CX-60 DIESEL quelle concurrence pour le grand SUV 6-cylindres ?

Pondre un 6-cylindres diesel en 2023, en Europe, n'est pas l'idée la plus banale qui soit. Mais c'est bien celle de Mazda, qui prouve, avec ce CX-60 3,3 de 200 ch, que la "grosse" cylindrée n'est pas incensée. D'instinct, si l'on vous dit 6-cylindres essence ou diesel, vous répondez BMW. Sauf que le bavarois n'est plus seul sur ce créneau, rejoint depuis cette année par... Mazda ! Après son étonnant 2 l Skyactiv-X – un bloc essence au mode de combustion HCCI atypique – et avant le retour du moteur à piston rotatif sur la MX-30 en guise de prolongateur d'autonomie, le constructeur d'Hiroshima se fend de nouveaux "6-en-ligne" pour son grand SUV CX-60. Au menu, un 3 l essence – prévu pour la France début 2024 – et un diesel 3,3, lequel est décliné en 200 ch sur les variantes propulsion et 254 ch pour celles dotées de la transmission intégrale. À l'époque des petites cylindrées associées à des turbos, le japonais réplique avec ce qu'il appelle le "rightsizing". En clair, une cylindrée adaptée à la taille et au poids du véhicule.

Le Mazda CX-60.

Et ça fonctionne très bien ! Selon nos exigeantes mesures indépendantes, ce CX-60 de 200 ch se contente de 6,9 l de diesel aux 100 km, quand les Mercedes GLC 220 d (197 ch) et BMW X3 (190 ch) exigent, respectivement, 7,2 l et 7,3 l. Certes, les deux SUV allemands imposent la transmission intégrale quand "notre" CX-60 est une simple propulsion. Mais la BMW, comme la Mercedes, n'offre qu'un banal 2 l quatre-cylindres. En face, Mazda aligne un six-en-ligne, qui, malgré sa cylindrée de 3 283 cm³, s'avère vraiment peu gourmand. Notamment sur l'autoroute, où, en dépit d'une hauteur conséquente (1,69 m), le CX-60 se contente de 7,1 l. C'est mieux que le GLC (7,5 l), le X3 (7,8 l), sans parler de son frère CX-60 hybride rechargeable, qui, une fois sa batterie déchargée, engloutit 9,4 l de super. Le SUV nippon diesel en devient une redoutable autoroutière, son réservoir de 58 l autorisant des étapes de plus de 800 km d'une traite. C'est rare de nos jours, où les réservoirs rétrécissent comme peau de chagrin. Reste à se contenter d'un châssis pas bluffant de dynamisme ou de confort. Ce qui peut aussi vous orienter vers une concurrence non moins crédible.

Près de deux tonnes de cocaïne récupérées en mer au large de la Sicile

Près de deux tonnes de cocaïne représentant une valeur de plus de 400 millions d'euros ont été récupérées en mer au large de la Sicile, ont annoncé lundi les douaniers italiens, qui parlent d'une saisie "record". La drogue était répartie dans environ 70 paquets étanches, soigneusement fermés, équipés de signaux lumineux et reliés par des filets de pêche, ont précisé les douaniers dans un communiqué.

COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE D'ARZEW

Le Pdg de Sonatrach s'inquiète de l'état d'avancement du projet

Le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew, en compagnie de plusieurs cadres dirigeants, où il s'est enquis du taux d'avancement du projet du complexe de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE), dans le cadre des visites sur le terrain qu'il effectue dans plusieurs installations industrielles relevant de Sonatrach, a indiqué lundi un communiqué du groupe. A cette occasion, M. Hakkar a suivi un exposé technique sur ce projet, lancé le 19 juin 2022, et dont la mise en production est prévue pour juin 2025. Les travaux de sa réalisation ont été confiés au Groupement sino-algérien CNTIC/LPEC, dans le cadre d'un contrat "ingénierie, approvisionnement et construction" (EPC), en collaboration avec la sous-traitance algérienne représentée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) SPA, filiale de Sonatrach, précise le communiqué.

Pour Sonatrach, le parachèvement de cette nouvelle installation de production, dont la durée de réalisation est estimée à 36 mois, s'inscrit dans le cadre du programme de développement de l'industrie pétrochimique, initié par Sonatrach dans son plan d'investissement à moyen terme, avec une capacité de production de 200.000 tonnes/an.

La réalisation de cette installation industrielle permettra de produire du MTBE, utilisé comme additif pour la fabrication de l'essence sans plomb au niveau des raffineries, et partant mettre fin à son importation, atteindre l'autosuffisance et se diriger vers l'exportation d'ici à 2025, ajoute la même source.

TRAFIC ET USAGE ILLICITE DE DROGUES

Une augmentation effarante, alerte Faouzi Moualek

Une augmentation effarante du nombre d'affaires liées au trafic et usage illicite des drogues est constatée depuis plusieurs mois. Comparé à l'année de 2018, les chiffres ont doublé, alerte, ce lundi, Faouzi Moualek, commissaire divisionnaire, chef de service d'analyse criminelle à la direction de la police judiciaire. Selon lui, « 32742 affaires liées au trafic de drogue ont été traitées durant l'exercice du 1er trimestre de 2023, en plus de l'arrestation de

30752 individus impliqués. » « Si l'on se met à comparer avec les années précédentes, les chiffres cités sont pratiquement le double de ce qui a été enregistré en 2018 », regrette-t-il, avant de préciser que les affaires liées aux psychotropes sont les plus nombreuses, avec celles de la résine du cannabis, au vu des quantités saisies quotidiennement par les forces de sécurité. « Durant ce 1er trimestre, il a été récupéré une quantité équivalente à plus de 3 millions

comprimés », révèle M. Moualek.

Ce qui inquiète le plus quant aux psychotropes, poursuit le commissaire divisionnaire, c'est la facilité de leur acquisition. « Les autres drogues comme la cocaïne sont présentées à des prix onéreux, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas à la portée de tout le monde », explique Faouzi Moualek, qui dévoile : « durant la même période, nous avons pu récupérer plus de 14 kg de cocaïnes, et 1 kg d'opiacé et héroïne. »

CPA/FINANCE ISLAMIQUE

De nouveaux produits destinés à l'investissement

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement dans le cadre de la finance islamique de nouveaux produits de financement destinés aux projets d'investissement notamment le financement de l'approvisionnement de matière première pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari.

Le responsable a précisé à l'APS que "la nouvelle orientation de la banque publique porte sur l'accompagnement des entreprises désirant concrétiser des projets d'investissement durant le cycle d'exploitation notamment à travers le financement de l'approvisionnement de la matière première aux entreprises dans le cycle de production, pour contribuer à la réalisation de la relance économique".

Evoquant les objectifs de la finance islamique, il a cité sa contribution au financement de l'économie nationale en drainant les épargnes et en les réinjectant pour financer l'activité d'investissement d'autant plus qu'il y a un cadre juridique régissant ce domaine.

Ces nouveaux produits seront ajoutés à ceux de la finance islamique lancés par le CPA fin 2022 au profit des entreprises et des professionnels pour financer les investissements fonciers voire même le matériel, en vue "d'encourager les entreprises désirant investir et concrétiser leurs projets en leur octroyant des crédits pour acquérir ces produits via la finance islamique", a-t-il fait savoir.

Selon le responsable, le CPA a recouvré dans le cadre de la finance islamique 23 milliards de DA de dépôts jusqu'à mars dernier, la plupart provenant des particuliers. Il a dévoilé de nouveaux produits de financement qui renforceront la gamme actuelle destinée aux particuliers à l'instar du financement pour l'aménagement de logements.

La Banque CPA dispose également d'un programme d'extension du réseau de la finance islamique, actuellement présent dans 96 guichets à travers le territoire national, pour la renforcer avec près de 15 guichets à l'avenir, a-t-il relevé.